



Chambre des communes
CANADA

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

AGRI • NUMÉRO 016 • 3^e SESSION • 40^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le lundi 3 mai 2010

—
Président

M. Larry Miller

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le lundi 3 mai 2010

•(1325)

[Traduction]

Le président (M. Larry Miller (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC)): Je déclare la séance ouverte.

Tout d'abord, j'aimerais vous dire que je suis très heureux que nous soyons ici aujourd'hui, à Ilderton, en Ontario. Nous sommes à peu près à mi-parcours du voyage que nous faisons dans les différentes régions du pays, afin de participer à des rencontres et de parler de l'avenir de l'agriculture et, tout particulièrement, des stratégies à adopter pour attirer des jeunes dans l'industrie et les inciter à y rester.

Je remercie tous nos témoins d'avoir pris le temps de venir ici, malgré leurs horaires chargés. En tant qu'agriculteur, je sais à quel point il est parfois difficile de s'absenter, donc nous vous remercions grandement de votre présence. Ce n'est jamais un bon moment, donc nous avons pensé que ce serait plus facile pour nous de venir dans votre région que ce l'aurait été pour vous de venir à Ottawa.

Nous disposons de deux heures, et si je ne m'abuse, il y aura huit, ou peut-être neuf exposés.

Ainsi, nous avons avec nous Jamie et Adam Robson, qui sont des frères, je suppose...

Oh, vous êtes père et fils.

Des voix: Oh, oh!

Le président: Je ne sais pas pour qui cela était un compliment, mais...

Je demanderais à tout le monde de présenter leurs exposés en cinq minutes. Lorsque cinq minutes seront écoulées, je vous avertirai, puis vous disposerez de deux dernières minutes. Je procéderai ainsi parce que les exposés à eux seuls occuperont une heure. Ce n'est pas que nous ne souhaitons pas entendre ce que vous avez à dire, mais nous voulons laisser un peu de temps pour les questions. Vous pourriez alors vous attarder sur d'autres sujets.

De plus, si vous avez des notes d'allocution, nous vous saurions gré de les donner à la greffière après la séance. Ainsi, si vos notes contiennent des points différents de ceux qui auront été abordés au cours de la séance, nous pourrions au moins les faire traduire et les distribuer à chacun des membres, afin d'en garder une trace.

Je suivrai la liste qui a été préparée à mon intention, ce qui signifie que je commencerai avec M. Brian Lewis.

Merci, Brian.

•(1330)

M. Brian Lewis (à titre personnel): Bonjour.

Mon nom est Brian Lewis. Je vais vous raconter un peu mon histoire. Je viens d'une exploitation agricole où l'on élève de la volaille et où l'on fait de la culture commerciale.

Je souhaite simplement aborder deux ou trois points avec vous.

Je commencerai avec quelques-unes des difficultés auxquelles nous nous heurtons. Il y en a plusieurs, mais beaucoup d'entre elles se rattachent directement au rendement du capital investi. C'est vrai: il s'agit de l'argent qui provient de nos poches. Nous sommes des producteurs — des preneurs de prix —, et voilà une partie du problème. Nous allons voir les personnes avec qui nous faisons affaire, et nous leur demandons: « Que me donnez-vous pour ce produit? » Le coût des intrants ne compte pas plus qu'il faut. Le rendement du capital investi non plus. Les autres industries établissent leur prix. Nous semblons accepter la situation, et nous devons travailler dans ce contexte. Nous ne pouvons pas établir le prix du maïs, disons, à 5,50 \$ le boisseau. Cela dépend des contrats à terme, et des conditions du marché, et c'est tout — l'offre et la demande. Pour cette raison, nous avons de la difficulté à prendre des décisions en matière d'investissement. Nous n'avons tout simplement pas le dernier mot.

Le rendement du capital investi dans la production agricole primaire est faible comparativement à celui des investissements effectués dans les autres industries. À cause de cela, tout se joue dans la réalisation d'économies d'échelle. Ce n'est un secret pour personne. Ce n'est pas toujours mieux de produire plus, mais c'est ce que nous devons faire pour payer nos comptes; nous devons réaliser des économies d'échelle. L'agriculture est une industrie qui nécessite des apports importants en capitaux, et cela rend le travail d'agriculteur encore plus difficile.

Vous devez vraiment jeter un coup d'oeil aux chiffres pour comparer nos revenus aux prix que paient les utilisateurs finaux, que ce soit les consommateurs, les acheteurs ou les autres. Vous pouvez vous pencher sur l'industrie céréalière et comparer le coût des intrants qui entrent dans la production d'une boîte de flocons de maïs avec ce que nous obtenons et ce que l'utilisateur final paie. Vous pouvez refaire l'exercice pour les industries bovine et porcine, et pour l'industrie du poulet. Je vais parler du poulet, parce que je sais que nous obtenons environ 1,40 \$ par kilogramme de volaille vivante. Dans n'importe quelle épicerie des alentours, la viande de poitrine coûte de 20 à 22 \$ le kilogramme. C'est un grand écart. La gestion de l'offre est la seule chose qui nous permet d'obtenir notre 1,40 \$. Ce n'est pas incroyable, mais cela nous aide à récupérer une partie de nos investissements. Je crois que cela fonctionne pour les propriétaires d'exploitations agricoles familiales, et que cela doit être appuyé au moyen de négociations commerciales.

Le coût des intrants constitue une autre difficulté que nous avons. Les coûts de production, que ce soit en ce qui concerne les semences, les engrais, les produits chimiques ou la main-d'oeuvre, peuvent changer sans que cela n'ait une incidence sur nos prix de vente. Un sac de maïs nous coûte dans les 200 dollars. Chicago dicte l'offre et la demande, et les prix augmentent ou diminuent peu importe nos intrants, et habituellement, nous concluons des contrats pour nos intrants bien avant que nous ne les vendions.

La question de la concentration des pouvoirs dans l'industrie de l'agriculture au Canada s'applique à la fois aux fournisseurs d'intrants et aux utilisateurs finaux. Du côté de la vente au détail, il y a un nombre limité d'acheteurs. Je sais qu'en ce qui concerne les animaux d'élevage, soit vous les vendez, soit vous ne les vendez pas. Il n'y a pas beaucoup de compétition, ce qui nous pose des difficultés.

La main-d'oeuvre est une question intéressante. Plus le temps passe, plus nous avons de la difficulté à trouver des personnes qualifiées. C'est en partie attribuable au fait que l'agriculture n'est pas vraiment ce qu'on appellerait un travail « prestigieux ». Nous savons cela, parce que nous avons vu quelques descriptions de travail.

L'autre raison — cela nous ramène à l'idée que nous sommes des preneurs de prix —, c'est que nous devons concurrencer avec d'autres industries qui peuvent offrir des salaires plus élevés. Il n'y a aucun doute là-dessus, parce que c'est difficile pour nous de faire payer aux utilisateurs finaux les coûts que cela représente, à cause du faible rendement du capital que nous avons investi; ainsi, cette question doit absolument être examinée.

L'autosuffisance dans l'approvisionnement alimentaire est un autre point. Cela revient à la gestion de l'offre. L'exportation en tant que méthode de croissance est correcte, mais nous devons créer ici, au Canada, une industrie de l'agriculture qui soit durable, afin de garantir un approvisionnement alimentaire stable pour nos citoyens. C'est absolument vrai, mais d'avoir une industrie exclusivement fondée sur les exportations est dangereux, parce que les querelles politiques peuvent entraîner toutes sortes de conséquences. Vous pouvez considérer l'étiquetage d'origine obligatoire comme un obstacle artificiel au commerce, c'est ce qu'indiquent la crise de l'ESB et le cas des États-Unis. Ils ferment les frontières, et qui en paie le prix? Ce sont les producteurs primaires, il n'y a aucun doute là-dessus.

Passons aux règlements du gouvernement et aux règles de jeu équitables. En tant qu'éleveurs de poulets, nous avons un programme de salubrité des aliments à la ferme. C'est certainement un bon programme, mais il implique des coûts additionnels. Nous avons des plans de gestion des nutriments, auxquels certains d'entre nous prennent part. Il y a bel et bien des coûts additionnels. Je crois que nous devons réellement nous pencher sur la question des exportations au Canada. Les entreprises qui exportent au Canada paient-elles les mêmes coûts que nous pour leurs produits, et leurs produits doivent-ils se conformer aux mêmes normes que les nôtres? Je ne suis pas certain que ce soit le cas. Je crois que c'est parfois le cas, mais pas toujours.

Dans notre industrie, pour ce qui est des importations, voilà la question qui soulève le plus de passions. Je parlerai maintenant des animaux d'élevage. Nous devons également surveiller les accords portant sur les normes vétérinaires. Je ne connais pas tous les détails, mais je sais que par le passé, des accords sur des normes vétérinaires ont été signés avec d'autres entreprises qui ont pu exporter des poulets au Canada. La question est de savoir s'ils doivent se conformer aux mêmes normes que nous. Je sais que nous avons accru les normes depuis. Est-ce une question sur laquelle on se penche actuellement, ou en est-ce une dont on s'est occupé il y a dix ans? Ce sont des règles de jeu équitables auxquelles nous devrions tous jeter un coup d'oeil, je crois, et pas seulement en ce qui concerne les poulets, mais pour ce qui est de chacun des intrants. Exiger que nos produits répondent à des normes plus élevées que ceux que d'autres personnes fournissent à un coût moindre, et penser que nous pouvons concurrencer les autres, c'est absolument injuste, et ça ne fonctionne pas.

Voilà quelques-unes de mes préoccupations. Je suis certain que la plupart d'entre elles seront abordées de nouveau, parce qu'elles s'entrecroisent toutes, mais au bout du compte, cela nous ramène à la question du RCI, au fait que nous sommes preneurs de prix plutôt que décideurs de prix.

• (1335)

Le président: Merci, Brian.

Nous laissons maintenant la parole à Mme Marie-Anne Hendrickx.

Mme Marie-Anne Hendriks (à titre personnel): Merci.

Laissez-moi d'abord vous expliquer rapidement qui je suis et pourquoi je suis ici. Certains d'entre vous me connaissent parce que j'ai fait partie de différentes organisations agricoles, mais je suis ici pour représenter ma famille.

Je pratique l'agriculture avec mon conjoint depuis 32 ans; nous avons des cultures commerciales et nous élevons des porcs. Nous avons tous les deux grandi sur des exploitations agricoles mixtes, donc nous avons une très bonne idée de ce dans quoi nous nous embarquons. Nous avons cinq enfants, et trois d'entre eux ont commencé à pratiquer l'agriculture, de 2001 à 2008. Toutefois, en raison de la situation actuelle dans le secteur de l'élevage porcin, nous sommes maintenant hautement endettés. Les capitaux propres que nous avons amassés pendant cette période sont la seule chose qui nous soutienne.

La situation de l'agriculture au Canada, comme je la vois, se résume ainsi: l'agriculture est totalement sous-évaluée par les Canadiens en tant que société, et c'est particulièrement vrai maintenant que la population d'agriculteurs diminue. Des gens se méprennent sur certaines questions; même certains de nos voisins dans les régions rurales font fausse route. Et le coût des aliments représente la plus petite part du budget personnel des Canadiens, et cette part est vraiment minime, surtout comparativement à ce que les habitants des autres pays consacrent à leur alimentation.

Au fil du temps, l'agriculture s'est renouvelée grâce à l'immigration. Nous avons accueilli des personnes qui étaient prêtes à importer de nouvelles technologies, comme certains l'ont fait après la Deuxième Guerre mondiale, et elles font d'immenses sacrifices dans leur vie pour construire un avenir meilleur pour elles-mêmes et pour leurs enfants. En gros, ces personnes travaillent pour presque rien jusqu'à ce qu'elles arrivent à accomplir ce qu'elles souhaitaient accomplir.

Comme Brian l'a dit, les gens doivent produire plus parce que les marges bénéficiaires continuent de diminuer; ils doivent gagner leur pain. Il y a des iniquités parmi les installations. Les coûts de départ sont loin d'être attirants. Lorsque j'ai demandé à mes enfants ce que le gouvernement pourrait faire pour eux, ils ont simplement haussé les épaules et ils ont dit: « Il faut investir des millions pour commencer à pratiquer l'agriculture. Personne ne peut rien y faire. »

La diversification est une bonne méthode d'atténuation des risques, mais tous les programmes gouvernementaux de gestion des risques, comme le PCSRA, encouragent les opérations spécialisées. Les agriculteurs établis ont de meilleures chances de tirer profit des programmes que les agriculteurs débutants et que les agriculteurs qui tentent de développer leur entreprise.

Les coûts de la main-d'œuvre, de la technologie et des services publics canadiens ne sont pas concurrentiels sur la scène internationale, et d'énormes différences existent au pays quant au type d'agriculture et à son ampleur. L'Ouest compte des populations très rurales et l'Ontario compte des populations très urbaines, et probablement la Colombie-Britannique. Même en Ontario, ce n'est pas tout le monde qui peut pratiquer facilement le marketing de créneaux comme c'est le cas avec une population urbaine.

De ce fait, pourquoi voudrions-nous encourager les agriculteurs à se tailler une place dans le milieu. Et que peut faire le gouvernement à cet égard?

Tout d'abord, je pense qu'il faut garder l'agriculture au premier plan et en faire mention plus souvent dans les discours, comme le discours du Trône. Élaborer une vision pour la production canadienne des aliments et la rendre facilement accessible. Je suis allée sur le site Web d'Agriculture Canada aujourd'hui, et je n'ai rien vu qui m'a laissé croire que le gouvernement avait une vision de ce qu'est l'agriculture pour ce pays.

Promouvoir l'agriculture comme la carrière précieuse et intéressante qu'elle est. Faites de nous des athlètes olympiques. Nous sommes à notre poste 365 jours par année, chaque année. La marque « Au Canada » doit paraître à l'échelle nationale.

Si vous voulez vraiment un avenir dans l'agriculture au Canada, il faut en faire une activité dans laquelle les jeunes veulent jouer un rôle. Communiquez vos politiques aux communautés agricoles afin que d'autres personnes que nous — qui sommes actifs sur le plan politique — comprennent ce que le gouvernement veut ou attend de ses agriculteurs.

Faites savoir au reste de la population que la nourriture bon marché n'est pas une solution viable à long terme que nous pouvons continuer d'avoir — sauf si vous voulez continuer d'essayer de trouver des immigrants de partout dans le monde qui peuvent revitaliser l'agriculture.

À mon avis, le gouvernement doit prendre des décisions sur l'aide directe qu'il offre aux producteurs. Qu'il la rende équitable ou qu'il l'élimine.

S'il y a des incitatifs utiles à verser, comme ce qui a été fait pour les programmes de salubrité des aliments ou les préoccupations environnementales, veuillez faire en sorte que les programmes soient financés de façon appropriée afin que tous ceux qui le désirent puissent y participer. N'en faites pas un fardeau administratif si lourd que l'argent sert à payer des emplois de bureau.

Encourager l'innovation dans tous les secteurs est une bonne chose, mais ce que nous avons vu... L'Ontario vient de remettre des prix pour l'innovation, mais j'ai été frappée par les sommes importantes qu'il faut investir pour innover. Cet argent ne peut pas toujours provenir de l'exploitation agricole, en investissement initial.

J'aimerais également mentionner que l'argent investi par le gouvernement dans le secteur de la transformation a vraiment permis que nos clients possèdent les meilleurs outils pour commercialiser ce que nous faisons, un excellent travail, en termes de production dans ce pays.

Sur une note personnelle, au moment où nous avons commencé à nous établir, nous avons suivi de mauvais conseils de notre comptable et nous nous sommes incorporés. Nous constatons maintenant que la planification de la relève est un cauchemar. Les personnes qui ne sont pas incorporées ont d'autres problèmes, mais dans certains cas, c'est beaucoup plus facile.

Par ailleurs, j'ai observé qu'il est très courant que l'agriculture vienne des enfants des agriculteurs. Je constate maintenant que nos amis qui ont des enfants dans l'agriculture...

Nous ne savons pas quand nous allons prendre notre retraite, mais nos amis qui n'ont pas d'enfants pour prendre la relève font des plans de retraite, en achetant des lots. Il n'y a pas d'avenir prévisible pour les personnes dont les enfants exploitent la terre à l'heure actuelle.

Merci.

● (1340)

Le président: Merci beaucoup, Marie-Anne.

Nous entendrons Joe Dickenson.

● (1345)

M. Joe Dickenson (à titre personnel): Bonjour. J'aimerais vous remercier de l'occasion qui m'est donnée de vous parler.

J'ai essayé différents secteurs de l'industrie agricole, allant des produits laitiers aux bovins de boucherie, aux cultures biologiques et conventionnelles. Je représente également l'Ontario et le Québec à la Table pancanadienne de la relève agricole et je suis directeur de la Fédération de l'agriculture de l'Ontario.

L'une des choses que nous devons faire, c'est de comprendre exactement l'ampleur du problème. Pour ce faire, il faudra s'asseoir et effectuer en quelque sorte un recensement, que ce soit auprès des jeunes agriculteurs ou des agriculteurs débutants, ou encore auprès de personnes qui aimeraient devenir l'un des nôtres. Il faut découvrir les programmes qui fonctionnent et ceux qui ne fonctionnent pas. En discutant avec des agriculteurs débutants, on constate que la plupart des programmes ne leur sont pas utiles, et il en a été question par le passé. Il faut également examiner les programmes en place dans d'autres provinces.

Grâce à la possibilité que j'ai de collaborer avec Québec, je rencontre énormément d'agriculteurs débutants. La province a très bien su encourager les jeunes producteurs à s'impliquer. Il faut vérifier s'il est possible de mettre en oeuvre certains de ces programmes partout au pays, mais il faut aussi comprendre que l'agriculture est une industrie très vaste et diversifiée et qu'il n'existe aucune approche universelle.

Je vous encourage fortement, en tant que comité permanent, à garder un oeil sur le programme « capital patient » qui est lancé au Québec grâce au travail de la FRAQ. Si le programme fonctionne comme prévu, il faut envisager de le mettre en application à l'échelle nationale. Il permettrait que des ressources financières soient versées aux agriculteurs débutants et que ces derniers accumulent des liquidités avant d'avoir à rembourser leurs dettes.

Nous avons également parlé des préoccupations concernant le rendement des investissements. Peu importe l'industrie, il faut que le capital investi soit rentabilisé pour que des investissements soient faits.

Lorsque j'assiste à des rencontres d'exploitants de fermes laitières, il y a un pourcentage beaucoup plus grand de jeunes producteurs que lorsque j'assiste à des rencontres d'éleveurs de bovins de boucherie. Même s'il coûte beaucoup moins cher de se lancer dans l'industrie de l'élevage de bovins, les producteurs n'ont pas de rendement sur leurs investissements. S'ils veulent se lancer dans l'élevage de bovins, ils occupent deux ou trois autres emplois, et ces deux ou trois autres emplois auraient pu être occupés par quelqu'un d'autre s'ils n'avaient pas à payer pour leur « passe-temps », devrais-je dire, l'agriculture. Aucun d'eux ne veut faire cela, mais ils n'ont pas le choix s'ils veulent nourrir leur famille.

Par ailleurs, il faut étudier les possibilités d'éducation. L'agriculture est maintenant la principale industrie en Ontario, pourtant il n'y a que deux établissements postsecondaires qui comportent des programmes en agriculture: l'Université de Guelph, ainsi que ses campus satellites, et l'Université Trent, qui en est une petite. L'Ontario est une province très diversifiée. Les préoccupations dans le Nord diffèrent de celles de l'Ouest, et c'est la même chose dans toutes les provinces. Ce n'est pas qu'en Ontario. Il faut encourager les différentes provinces à étudier la question.

En ce qui concerne les programmes d'études, je me rappelle avoir suivi un cours en 9^e année dans lequel il y avait un récapitulatif du revenu moyen de différentes industries. On considérait que le revenu moyen en agriculture s'élevait à 12 000 \$. Qui veut avoir un revenu de 12 000 \$? Quand on est en 9^e année et qu'on commence à déterminer dans quelle industrie on veut faire carrière, pourquoi voudrait-on s'orienter dans une industrie qui rapporte un revenu bien en-deçà du seuil de la pauvreté?

Nous devons également faire en sorte qu'au moment où nous étudierons d'autres programmes... Par exemple, le plan environnemental de la ferme; je nous encouragerais fortement à envisager la création d'un deuxième volet qui financerait en totalité les jeunes agriculteurs et les agriculteurs débutants, parce qu'ils ont d'autres ressources financières dans lesquelles ils doivent investir, mais ils seront plus disposés à soutenir l'adoption d'une technologie différente et de pratiques écologiques durables. Il faut encourager cela, et pas le décourager.

Merci.

• (1350)

Le président: Merci beaucoup, Joe.

Passons maintenant à Jamie et Adam.

M. Jamie Robson (à titre personnel): Adam et moi allons parler tour à tour.

Je tiens à remercier Bev de nous avoir permis d'être ici aujourd'hui.

Je vous explique brièvement qui nous sommes: une ferme multigénérationnelle, principalement de culture commerciale. Nous sommes plusieurs partenaires. Cela peut sembler une mauvaise chose, mais en fait c'en est une bonne. Notre culture est donc surtout commerciale, mais nous vendons aussi des semences pour le compte d'un important semencier. Nous produisons également du sirop d'érable. La diversité est donc à l'honneur.

J'ai beaucoup réfléchi à la question. Ce matin, 10 personnes se sont réunies dans une salle, et chacune d'elles avait une opinion différente de ce que le gouvernement devrait faire. À mon avis, c'est malheureusement ce qui se produit sans doute depuis longtemps.

Mon grand-père était un UFO. La plupart d'entre vous ne savez probablement pas ce que cela veut dire. Il était membre de la United Farmers of Ontario. Il était député ici en Ontario. J'ai revu certains de ses discours commençant aux alentours de la Seconde Guerre mondiale, et les problèmes d'aujourd'hui existent depuis ce temps. À l'époque, beaucoup de personnes sont parties à l'étranger, elles sont revenues et ne sont pas retournées à la ferme, mais ont trouvé un emploi ailleurs. Je crois que ce changement en agriculture se dessine depuis 70 ans.

Je pense que mon père a eu le premier gros problème, parce qu'il avait quatre garçons qui voulaient exploiter la terre. Je gagerais que tous ceux qui parlent d'agriculture ici aujourd'hui sont probablement nés sur une ferme, parce que dans le cas contraire je crois que les

chances d'aboutir en agriculture sont très faibles — nulles — à moins d'avoir gagné à la loterie ou d'être un génie.

Notre problème de nos jours demeure la capacité de rester rentables année après année. Évidemment, nous ne pourrions pas exploiter la terre si nous n'étions pas nés dessus. Notre problème est la capacité de pouvoir payer, comme employeur, la prochaine génération qui exploitera la terre.

Mes garçons ont tous des diplômes d'études postsecondaires. Mon plus vieux a décroché un emploi pour lequel il gagne trois fois plus d'argent que je n'aurais jamais les moyens de lui verser. Je lui ai dit qu'il serait fou de revenir à la maison. C'est toujours ce qu'il veut, mais je lui ai dit: « À court terme, explore le vaste monde, découvre ses possibilités, et si tu veux toujours revenir, libre à toi ».

M. Adam Robson (à titre personnel): Ce n'est pas qu'une question de salaire; ce sont les avantages et tout le reste qui va avec un emploi à l'extérieur.

M. Jamie Robson: Et Adam vous dira que les avantages que nous offrons sont des heures illimitées et... vous savez.

Des voix: Oh, oh!

M. Jamie Robson: Libre à vous: plus vous travaillez longtemps, plus vous travaillez fort, plus vous pouvez faire de l'argent.

Ces dernières années, nous assistons à... si vous êtes un agriculteur dans le milieu de la quarantaine et plus, vous êtes passé à travers le début des années 1980 à des taux d'intérêt de 20 p. 100, et ce n'était pas qu'en agriculture, toutes les entreprises y sont passées. Certaines ne s'en sont jamais remises, comme nous le savons. Je pense que la pire chose qui pourrait se produire aujourd'hui serait une grande fluctuation des taux d'intérêt. Je ne crois pas que l'agriculture — ou, aussi loin que cela puisse aller, l'économie — pourrait surmonter cela.

Je pense que les meilleurs gestionnaires de ferme sont ceux qui ont survécu à cette période. Ceux qui pouvaient se permettre de payer 20 p. 100 d'intérêt et qui sont toujours ici aujourd'hui ont fait quelque chose de correct.

Par ailleurs, il est question d'un marché mondial. Je ne crois pas que nous soyons le seul pays à connaître ces problèmes. Je crois que c'est un problème mondial. À mon avis, nous pouvons résoudre certains problèmes ici pour nous-mêmes, mais nous devons faire très attention à ce que nous faisons lorsqu'il s'agit de négociations sur le commerce international.

Selon moi, beaucoup de problèmes se posent entre le gouvernement fédéral et les provinces. Nous aimerions que les programmes soient plus simplifiés. Dans l'industrie du sirop, nous étions soumis aux inspections fédérales de l'Agence canadienne d'inspection des aliments. Nous sommes agréés par le gouvernement fédéral. Le gouvernement provincial a lancé un programme, et la seule manière d'y participer était de laisser tomber notre agrément fédéral. Nous l'avons fait, parce que nous pensions que c'était une bonne affaire, mais nous avons fini par écrire une lettre aux deux ordres de gouvernement pour leur dire qu'ils devaient collaborer.

Adam va parler de certains points.

M. Adam Robson: J'allais parler beaucoup de l'éducation en agriculture. Joe a déjà fait beaucoup de bonnes remarques à ce sujet.

Il est très important que ça continue, étant donné qu'il n'y a que l'Université de Guelph dans ce domaine, et Trenton. Je dirais qu'il n'y a probablement que 10 ou 15 p. 100 des étudiants ayant obtenu leur diplôme en même temps que moi qui sont retournés à la maison pour pratiquer l'agriculture. J'ai parlé à beaucoup d'entre eux, et ils ont de sérieux problèmes, ils se déplacent, ils vont faire de la traite suppléante, etc. Aucun d'entre eux n'a acheté sa propre ferme. Et s'ils m'ont dit qu'ils avaient acheté leur propre ferme, alors... Ce n'est tout simplement pas faisable.

Je dois aussi dire que l'une des choses à examiner, également, c'est le fait que tous les jeunes veulent assurément se débrouiller seuls. L'une des façons est d'en parler, et il faut diffuser le message. J'ai acheté une ferme avec mon frère et mes cousins, et nous avons tous des emplois à l'extérieur de la ferme. Le mien consiste à travailler pour mon père à la ferme, mais je considère qu'il s'agit d'un emploi à l'extérieur de la ferme. Il faut en avoir un et il faut le faire.

Pour ce qui est de la protection des taux d'intérêt, je sais que même dans le cas de nos factures d'AgriCore, les marges de profit varient tellement en fonction des intrants et de ce que nous retirons de nos récoltes, qu'il est difficile d'effectuer nos paiements dans les délais. On ne peut pas planifier chaque année. Ça varie tout le temps. Je ne dis pas que les autres entreprises ne font pas face à ces problèmes et à ces risques, mais c'est très difficile.

• (1355)

M. Jamie Robson: Pour la génération d'Adam, l'assurance-récolte et certains des programmes offerts par le gouvernement — ils sont bien exécutés et bien nécessaires. N'apportez pas beaucoup de changements à ce qui existe actuellement. Ils pourraient peut-être être peaufinés, mais...

À notre avis, si nous sommes probablement assez stupides pour dépenser 600 \$ ou 700 \$ l'acre pour planter une culture qui rapportera 25 \$ ou 30 \$ l'acre, je pense qu'il vaut mieux l'assurer. Je ne crois pas que la banque vous trouvera très brillant pour commencer.

Je ne suis pas certain que la prochaine génération aura la chance que nous avons eue. L'inflation s'est vraiment occupée de nous, et certaines personnes en ont déjà parlé. Ce n'est pas que nous avons obtenu un rendement de 20 p. 100 de nos investissements; l'inflation nous a grandement aidés. Cela ne fait aucune différence avant le moment de la vente, mais les deux ou trois dernières générations d'agriculteurs ont été assez bien traitées.

À propos de ce qu'il faut faire pour aider l'agriculture, comme je l'ai dit, si on réunit 10 agriculteurs, on aura 10 opinions différentes.

J'ai parlé à un gars ce matin qui ne pratique pas du tout l'agriculture. Je faisais réparer un tuyau hydraulique chez un travailleur de la construction. Il a dit: « Vous savez, le problème c'est que vous devriez l'appeler une subvention alimentaire, parce que c'est vraiment ce que c'est — une subvention alimentaire mondiale. Ce n'est pas une subvention; il n'y a pas de subvention pour les agriculteurs. » Et je me suis dit, eh bien, voilà un gars qui n'a pas investi un cent: bon argument.

Autre chose à ajouter, Adam?

M. Adam Robson: Non, c'est pas mal bon.

Le président: À ce sujet, nous avons reçu quelqu'un la semaine dernière, en Saskatchewan ou au Manitoba — je ne me rappelle pas, c'est flou — qui nous a dit la même chose essentiellement, qu'il ne s'agissait pas d'une subvention pour les agriculteurs, mais d'une subvention pour les consommateurs. C'est ce qu'il a dit, et je partage son avis.

Vous êtes notre deuxième groupe père-fils. Nous en avons accueilli un en Saskatchewan la semaine dernière. Je crois que c'est bien, même s'il aurait été agréable d'en recevoir plus.

Nous apprécions vos commentaires, surtout en ce qui concerne l'intérêt. Cela m'a touché de très près. J'ai commencé à pratiquer l'agriculture dans les années 1980 quand le taux d'intérêt était de 20 p. 100, et si je n'avais pas pratiqué l'agriculture avec mon père, je ne m'en serais probablement pas sorti. C'était très difficile.

M. Jamie Robson: Dans les années 1980 on disait « AP » — appelez papa — si on était dans le trouble.

Des voix: Oh, oh!

M. Jamie Robson: Ça ne fonctionne plus.

Le président: Merci, messieurs.

Nous passons maintenant à Hugh Aerts.

M. Hugh Aerts (à titre personnel): J'aimerais remercier Bev de m'avoir invité. Je crois qu'il m'a invité parce qu'il sait que mes propos seront absolument extrêmes.

Mes parents sont arrivés au Canada au début des années 1950. Ils faisaient partie de la vague d'immigrants hollandais qui étaient à la recherche d'une vie meilleure. Ils sont arrivés avec leurs vêtements sur le dos et, au fil du temps, ils ont appris à parler, à lire et à écrire l'anglais.

Ma soeur est née en 1957. À l'âge de 18 ans, elle est partie. Les filles de la campagne restent ou partent, et elle est partie.

Je suis né en 1960. J'ai une treizième année de scolarité, je ne suis pas marié et je n'ai pas d'enfants.

J'ai un frère qui est né en 1963 et qui a une douzième année de scolarité. Il est marié et il a quatre garçons âgés de 9 à 15 ans. Je crois que deux d'entre eux veulent être agriculteurs.

Mon plus jeune frère est né en 1968. Il a étudié pendant quatre ans à Guelph et il a obtenu son diplôme en 1991. Il est marié et il a une fille et deux garçons âgés de 10 à 15 ans.

Durant notre enfance, il était entendu que nos parents nous aideraient si nous voulions poursuivre nos études. Si l'agriculture nous intéressait, ils disaient qu'ils nous aideraient à commencer.

Mes frères et moi avons formé un partenariat en 1992. Aujourd'hui, nous cultivons environ 2 600 acres et 500 de plus sur commande. Nous cultivons du maïs, du soja à identité préservée, du blé tendre blanc et du blé tendre rouge, des haricots blancs et des haricots rouges. Nous avons un séchoir pour nos propres récoltes, nous engraissons à l'herbe environ 100 bovins que nous abattons. Mais il y a eu un feu dans l'étable l'automne dernier, alors quelque chose va changer.

J'ai vu beaucoup de programmes être lancés et stoppés et, vous savez, avec de légères modifications, nous aurions dû avoir le PICG et le CSRN. Mais pour une raison ou une autre, on n'a pas décidé de leur apporter des changements, on a simplement décidé d'y renoncer.

Ma plainte numéro un, c'est que les programmes ciblés ne fonctionnent pas. Ils créent plus d'inégalités qu'ils n'en règlent; c'est à qui a le meilleur comptable ou a fait quelque chose d'un peu différent. Ils bouleversent la situation équitable et ils récompensent les mauvaises décisions d'affaires.

Il y a plusieurs années, nous avons connu une grave sécheresse. Nous avons une assurance-récolte — c'est la raison pour laquelle nous avons toujours eu une assurance-récolte, pour prévoir ces situations —, et le gouvernement fédéral, dans son infinie sagesse, a mis sur pied un programme de secours en cas de catastrophe. Essentiellement, le programme a aidé les gars qui n'ont jamais eu d'assurance-récolte.

Vous savez, je ne blâme pas ces gars d'avoir obtenu l'argent, mais les autres ont eu l'air imbécile de s'être toujours protégés de cette façon.

Si des prix de soutien sont mis en place, je crois qu'il faut calculer un prix moyen sur 10 ans et ne pas tenir compte des coûts de production. Si le prix moyen du soja au cours de la dernière année a été de 8 \$ par boisseau, il est dans notre intérêt de déterminer comment le cultiver à un coût de 8 \$ par boisseau. Parce que plus vous nous donnez d'argent... Vous savez ce qui arrive au prix des terres. Les gens augmentent simplement leurs dépenses d'exploitation.

Il nous faut des plafonds raisonnables. Ils doivent être liés aux numéros de sécurité sociale afin que les gens ne puissent pas se cacher derrière des sociétés multiples et qu'ils doivent également prouver qu'ils sont en réalité des agriculteurs. Établissez le plafond quelque part entre 50 000 et 100 000 \$. Tout ce qui dépasse 100 000 \$ ne ferait simplement que créer plus de problèmes qu'il n'en résoudrait.

Faites un peu de recherche sur les agriculteurs que vous citez et avec lesquels vous vous entretenez pour créer vos politiques. J'en ai assez d'entendre les gens aux nouvelles ou dans les journaux se plaindre des temps difficiles, quand on sait qu'ils viennent de dépenser 1,5 million de dollars sur une exploitation agricole le mois d'avant. La crédibilité est assurément un problème.

Une fois, j'étais en réunion et la personne assise à côté de moi a dit que le problème concernant l'agriculture, c'était le groupe d'agriculteurs à l'avant-plan qui demandait un nouveau programme parce que cela allait les avantager. Si vous voulez instaurer un nouveau programme, montrez un groupe honnête d'agriculteurs et de comptables et demandez-leur comment ils vont budgéter pour que cela fonctionne pour eux. Dois-je en dire davantage à propos du rachat des contingents de tabac? Quelqu'un n'a pas bien étudié le dossier.

En devenant agriculteurs, mes frères et moi avons coûté très cher à nos parents. Et si certains de leurs enfants souhaitent s'adonner à l'agriculture, ils vont nous coûter très cher, à mes frères et à moi. C'est comme ça.

Je commence à croire que la meilleure chance pour les jeunes agriculteurs, c'est ce que la Nouvelle-Zélande a fait dans les années 1980: renoncer à tous les programmes. Les programmes gouvernementaux, s'ils ne sont pas bien réglementés, aident les plus gros à prendre de l'expansion. Les plus petits n'ont pas leur place, car ils sont écartés.

En conclusion, tous les agriculteurs cette année ont débuté le printemps avec... Je savais quels étaient les programmes, et nous avons établi notre budget en conséquence. Si quelque chose tourne mal, ne nous donnez pas d'argent cette année, parce que tout ce que cela fera, c'est de récompenser les gens qui ne se sont pas suffisamment préparés au départ.

Merci.

• (1400)

Le président: Merci, Hugh; un point de vue très différent.

Nous passons maintenant à Steve Twynstra.

M. Steve Twynstra (à titre personnel): Bonjour, messieurs.

Je m'appelle Steve Twynstra. Je pratique l'agriculture dans le comté de Middlesex, près de la ville de London. Bon nombre des questions qui ont été soulevées ici me touchent donc directement. Nous avons vu une appréciation considérable pour nos valeurs de la terre, et j'aimerais croire que c'est là l'une des principales choses qui nous a permis de continuer dans la deuxième moitié de la dernière décennie.

Les problèmes que je constate en agriculture — je vais traiter de nombreux points — sont, premièrement, qu'il y a un trop grand partage des compétences. Il doit y avoir une personne responsable ou une organisation responsable du portefeuille de l'agriculture. Le fait que 10 provinces possèdent un droit de veto sur le gouvernement fédéral, et qu'il y ait un méli-mélo constant, mènera tout droit à l'inaction. Je crois que c'est la plus grande parodie que l'agriculture au Canada a connue au cours de la dernière décennie, l'inaction concernant des problèmes importants dont il fallait s'occuper parce qu'on ne pouvait pas s'entendre sur des décisions. Il n'y a eu que de l'obstruction d'une compétence à une autre.

Par conséquent, des choses comme le CSA, qui a mis cela à l'avant-plan, nous a fait reculer de 10 ans. Le niveau d'endettement des agriculteurs canadiens n'est rien de moins que stupéfiant par rapport aux pays importants avec lesquels nous sommes en concurrence, ou secteurs avec lesquels nous sommes en concurrence.

Cultivons l'avenir, malgré le changement qui a été promis, n'a fait que maintenir le statu quo, en fait. Il n'a pas avancé. Il n'a fait que maintenir le statu quo, et je ne crois pas que c'est une option pour l'avenir.

La semaine dernière, nos homologues aux États-Unis ont tenu leurs audiences en Iowa sur leur projet de loi de 2012 sur l'agriculture. Ces gars vont de l'avant. Ils ont un objectif. Ils ont une mission et ils ont un énoncé de vision pour l'agriculture aux États-Unis.

Au Canada, comme quelqu'un l'a dit un peu plus tôt, nous n'avons pas cette vision. C'est un méli-mélo de compétences où chacun se dispute des intérêts spéciaux, et je pense que c'est ce à quoi Hugh faisait allusion tout à l'heure.

Pour emboîter le pas à Brian, je dirais que le problème est en partie attribuable aux marchés dysfonctionnels auxquels nous avons affaire, tant du côté des intrants que des extrants. Il y a une trop forte concentration dans le secteur des détaillants, dans celui des empaqueteurs et du côté de nos systèmes de distribution des engrais. Cela crée une situation où, comme l'a dit Brian, nous subissons les prix plutôt que de les fixer. C'est d'ailleurs un problème caractéristique de l'agriculture canadienne depuis le premier jour, mais notre Bureau de la concurrence n'a pas su s'imposer, ce qui a permis à certaines de ces concentrations de voir le jour.

Je sais que nous oeuvrons dans un contexte de mondialisation; toutefois, j'obtiens la plupart de mes intrants auprès de fournisseurs locaux et j'estime que c'est un problème. Or, nous acceptons les importations. L'ACIA ne mène tout simplement pas suffisamment d'essais sur les LMR et nous semblons prendre volontiers ce que d'autres pays déchargent sur nous. Certains problèmes que nous avons vécus au tournant du siècle en ce qui a trait à la dépréciation des prix des produits agricoles en Ontario sont survenus en raison du dumping de maïs StarLink provenant des États-Unis. Les Européens et les Asiatiques n'en voulaient pas et le reste du monde non plus, mais l'Ontario n'en a pas fait de cas. Nos prix ont subi une baisse importante par la suite. Puis, le fait de combiner un CSA à un ensemble de programmes agricoles stratégiques ou de programmes de GRE qui n'étaient pas adaptés aux exploitations mixtes a mené tout droit au désastre, alourdissant le fardeau de notre dette. Nous peinons encore à nous en remettre.

Ainsi, j'estime que certains ont encore des intentions malavisées desquelles il faut se méfier. Le Canada dépend des exportations; même si nous acceptons toutes ces importations de produits qui adhèrent à des normes douteuses en matière de salubrité des aliments, je dirais que nous portons gravement atteinte à nos exportations agricoles lorsque nous fondons des politiques sur des renseignements non scientifiques, par exemple dans le domaine des cultures génétiquement améliorées. J'estime qu'il est tout à fait scandaleux de demander tout à coup aux producteurs de l'Ontario et aux producteurs canadiens en général de tenir compte des marchés d'exportation pour décider du moment où enregistrer une nouvelle technologie au Canada. Il faut nous accorder un accès sans entraves aux technologies les plus récentes, peu importe où elles se trouvent dans le monde. L'idéal serait de pouvoir développer ces technologies ici même au Canada; toutefois, cela ne pourra jamais arriver si nous commençons à opter pour des approches non scientifiques à l'égard de nos marchés d'exportation.

Ainsi, j'aimerais voir des investissements beaucoup plus importants du côté de nos universités et de nos institutions agricoles canadiennes en vue de créer l'infrastructure dont nous avons besoin pour nous tailler une place dans les marchés internationaux et pour devenir, d'abord et avant tout, des exportateurs. Certains de ces établissements, comme l'Université de Guelph, sont sous-utilisés pour un certain nombre de raisons, dont nous pourrions parler un peu plus tard.

Il est grandement question d'innovation. En tant que producteurs, nous devons innover pour survivre; c'est ce que nous disent tous les ordres de gouvernement. Rien ne serait mieux que de pouvoir compter sur des gouvernements eux-mêmes soucieux d'innover.

Je me considère comme un producteur novateur. Nous avons cultivé certaines espèces qu'on ne trouve pas d'ordinaire dans la région, notamment des haricots secs, du blé d'automne et du blé de printemps. Nous tentons protéger ces cultures par l'entremise d'un régime d'assurance-récolte bureaucratique et de faire valoir nos efforts d'innovation, plutôt que d'assumer tout ce risque nous-mêmes. Parfois on gagne, parfois on perd. C'est un des risques de l'innovation, mais nous ne devrions pas assumer seuls 110 p. 100 des risques.

Je pense à différentes mesures pour aider les agriculteurs débutants et leur éviter d'avoir à puiser l'argent directement dans leurs poches, comme d'importants allègements fiscaux. Si le temps le permet, je pourrais vous donner quelques exemples tout à l'heure. Nous sommes déjà trop endettés; or, le fait d'alourdir davantage le fardeau d'endettement d'un agriculteur débutant ne fera que nuire aux

intérêts de l'industrie. J'aimerais voir des modalités plus souples et une meilleure éducation.

J'en reviens à nos programmes de GRE. Peu importe qu'il soit question des États-Unis, de la Chine ou du Brésil, chaque pays avec lequel nous nous trouvons en concurrence a établi des prix planchers pour son offre de produits. Ici, nous avons essentiellement un programme en vertu duquel vous vous tirez dans le pied si vous vous diversifiez.

Vous avez demandé ce qui est arrivé au programme d'assurance-revenu de marché qui existait auparavant. Aux États-Unis, il y a le programme ACRE. La Chine subventionne ses producteurs, tout comme le Brésil, et nous sommes là à penser pouvoir concurrencer ces pays avec les mains liées derrière le dos.

L'autre gros problème qui persiste du côté du programme actuel de GRE, c'est qu'on vous traite différemment si votre entreprise est constituée en société et que vous voyez à vos affaires selon les règles de l'art. Mon année financière ne suit pas les dates du calendrier civil et mon entreprise est constituée en société. Par conséquent, j'ai fini par recevoir mon paiement d'Agri-stabilité 2010 il y a à peine deux semaines. Tous les autres dont l'exercice se termine en décembre ont reçu ce paiement il y a plusieurs mois déjà. Ils ont une bonne longueur d'avance.

C'est d'ailleurs assez rare qu'on réussit à obtenir de l'argent. Je n'avais jamais réussi à obtenir quoi que ce soit du programme Agri-stabilité et j'ai attendu deux ans avant de recevoir les sommes demandées en 2008 au titre du programme Agri-investissements. J'ai reçu cet argent tout juste la semaine dernière.

● (1405)

Je m'interroge donc sur le pourquoi de la chose. On me dit que c'est parce que mon année financière n'est pas la même que l'année civile. On ne réserve pas le même traitement aux exploitants dont l'année financière se termine le 31 décembre, c'est-à-dire aux agriculteurs normaux dont l'exercice prend fin à une date normale. Je suis donc tout à fait en désaccord avec ceux qui disent que nous avons maintenant un programme qui met tout le monde sur un même pied d'égalité.

Il y a beaucoup de pain sur la planche, mais mon temps est écoulé. Je suis impatient de m'entretenir avec vous un peu plus tard.

Merci.

● (1410)

Le président: Merci beaucoup, Steve.

Nous passons maintenant à Greg Devries.

M. Greg Devries (propriétaire, Cedarline Greenhouses): Bonjour. Je suis Greg Devries. Je vous suis très reconnaissant de m'avoir accordé ce temps de parole.

Steve, je pense que vous êtes normal...

Des voix: Oh, oh!

M. Greg Devries: ... alors vous avez le droit d'être ici.

M. Steve Twynstra: Je ne taries pas de choses à dire.

M. Greg Devries: En effet.

Mes antécédents sont probablement fort semblables. Étant donné que je suis le dernier d'une série d'intervenants à prendre la parole, mes propos risquent de paraître répétitifs. Vous avez rassemblé un groupe très intéressant qui a su mettre différentes choses en contexte.

Je viens d'une famille originaire des Pays-Bas, qui s'est installée au Canada en 1948. Notre histoire ressemble à celle de bien des agriculteurs. Mon grand-père a acheté sa première ferme en 1952. Mes grands-parents ont eu dix enfants, dont trois garçons. Ceux-ci sont tous devenus agriculteurs et ont établi leurs propres exploitations. Nous sommes une cinquantaine de cousins de ce côté de la famille et, dans le lot, nous ne sommes plus que deux à travailler dans l'agriculture à temps plein.

Ce n'est pas inhabituel. L'agriculture est probablement l'industrie la plus novatrice et efficiente qui soit et, de plus en plus, il devient possible d'augmenter la production tout en réduisant la main-d'œuvre. Voilà la réalité.

Le fait de grandir à la ferme ne fait pas de vous un agriculteur. Certains pensent que vous héritez du droit de devenir agriculteur si vous êtes élevé à la ferme. Les choses changent. L'agriculture se transforme. Elle devient beaucoup plus axée sur l'entreprise. Les compétences requises ne sont plus les mêmes qu'avant.

J'ai fait mes études postsecondaires à la fin des années 1980 et au début des années 1990. J'ai fréquenté le collège Ridgeway pendant un certain temps. J'ai été inscrit au programme de baccalauréat à l'Université de Guelph pendant un certain temps également. Les compétences que j'ai acquises dans le cadre de ce programme formaient une bonne base, mais lorsque je regarde ce que je fais aujourd'hui, je constate qu'il reste beaucoup de chemin à faire en matière d'éducation. Les technologies changent. Quand je vois ce que nous arrivons à faire aujourd'hui grâce aux technologies et à l'électronique, de l'optique de nos systèmes de guidage ou du point de vue commercial, il n'était pas vraiment question de ces choses dans les programmes d'enseignement il y a 20 ans. Il faut revoir sans cesse ces programmes.

Une autre des évidences qui crève les yeux à la campagne, c'est l'âge moyen des agriculteurs, qui est d'environ 58 ou 59 ans. Les statistiques le démontrent.

On trouve également des statistiques sur la valeur nette moyenne d'un agriculteur. Je sais qu'il y a quelques années, la valeur nette d'un exploitant se situait sous la barre du million de dollars. Je suis convaincu qu'elle est beaucoup plus importante aujourd'hui, compte tenu du prix des terres.

Si nous examinons ce qui est appelé à se produire au cours des 10 ou 15 prochaines années, beaucoup de ces gens prendront leur retraite. Ils vont troquer les biens qu'ils ont acquis leur vie durant pour des liquidités. En raison de l'inflation, ces biens valent beaucoup plus aujourd'hui que ces gens auraient pu le prévoir.

Si ces personnes n'ont pas d'enfants qui comptent demeurer à la ferme, cette valeur nette quittera la campagne. Cette richesse sera transmise en héritage ou par d'autres moyens ailleurs qu'à la campagne — je pense aux petites municipalités d'Ilderton, de Dresden et de Thamesville —, pour se retrouver vraisemblablement dans les centres urbains, où vivent peut-être les enfants.

Le gouvernement doit commencer à envisager des façons de mettre à profit cette valeur nette. Si les gens mettent la main sur des sommes rondellettes à leur retraite, ils doivent pouvoir compter sur un appui pour réinvestir cet argent dans nos communautés rurales. Je crois que le gouvernement devrait explorer cette possibilité.

Pourvu qu'ils aient les compétences et la passion nécessaires, il y a ici beaucoup de jeunes gens qui seraient à même de perpétuer la tradition agricole si on leur donnait l'occasion d'emprunter de l'argent dans des circonstances peut-être plus avantageuses. Il n'y a pas de réussite sans passion dans cette industrie.

Je crois qu'il faut donner cette possibilité aux gens, par l'entremise d'une institution financière, par exemple. Bien entendu, FAC a des appendices gouvernementaux où il serait possible de placer de l'argent. Il existe peut-être un quelconque régime semblable au CPG en vertu duquel le gouvernement pourrait offrir une garantie et un taux d'intérêt préférentiel. Les agriculteurs débutants pourraient se prévaloir de ces options pour obtenir de l'argent ou ajouter de la valeur à certaines de leurs activités. Je crois qu'il existe de nombreuses possibilités à valeur ajoutée dans le domaine de la transformation que nous n'exploitons pas encore au Canada.

Il est très difficile d'accéder à du financement compte tenu des risques inhérents à notre industrie. J'y vois ici une possibilité. Si la génération qui nous précède souhaite prendre sa retraite et vendre ses exploitations tout en continuant de participer à l'industrie, j'estime qu'on devrait tenter de tirer parti de l'occasion.

Nous avons le système alimentaire le plus sûr et le plus salubre au monde. C'est ce que nous nous répétons. Quand on fait de la politique agricole — ce n'est pas tellement le cas en ce moment —, on se retrouve dans des salles comme celle-ci, on se regarde les uns les autres et on se répète que notre système est le plus sûr et le plus salubre au monde.

Mais nous ne le disons à personne d'autre — notamment à ceux qui achètent nos produits, soit 98 p. 100 de la population.

Vous savez, si le gouvernement dispose du système réglementaire et qu'il est fier... et nous devrions l'être. Nous aimons nous plaindre et dire du mal de toutes ces règles et de tous ces règlements auxquels nous devons nous soumettre tout le temps, mais c'est grâce à ce système que nous bénéficions du soutien de la feuille d'érable. Allez n'importe où dans le monde et parlez aux gens qui voient une petite feuille d'érable sur les produits alimentaires qu'ils achètent; vous allez constater qu'ils ont confiance en la qualité de ces produits.

Nous devons le dire à la population canadienne. Nous devons aussi parler de la contribution de l'agriculture en tant qu'industrie, et nous devons faire en sorte que les gens comprennent.

Je vais vous donner un exemple. J'ai plus de 50 cousins qui ont choisi de faire carrière dans un autre domaine que l'agriculture. Je les ai déjà comptés; et j'ai à peu près une centaine de petits-cousins. Ces enfants ne sont pas si loin de l'agriculture. Chaque été, tous ces cousins venaient passer du temps à la ferme, chez grand-maman et grand-papa. Ils comprennent l'agriculture, dans une certaine mesure, probablement mieux que Monsieur Tout-le-monde. Pourtant, ces jeunes sont beaucoup plus loin, et je pense que, si le grand public pouvait comprendre...

Au bout du compte, bon nombre des décisions que prennent les gouvernements reposent sur ce que leur permet de faire l'opinion publique. C'est tout simplement la façon dont fonctionne notre système politique. Nous devons aider la population à mieux comprendre la situation de sorte qu'elle puisse accueillir les investissements du gouvernement dans l'agriculture à bras ouverts et qu'elle se rende compte de ce que tout cela représente.

J'ai parlé d'éducation. L'innovation — c'est ce qui compte. Nous devons consacrer plus de temps à l'innovation.

Pour ajouter à ce que Steve disait à propos des champs de compétence, je pense que vous devriez confier toute la responsabilité relative aux programmes de soutien du revenu aux gouvernements provinciaux. À mon avis, le gouvernement fédéral devrait s'occuper uniquement de la politique globale en matière de réglementation et d'innovation et de ce qui a trait au niveau supérieur.

Tout se déroule tellement lentement au gouvernement que c'est extrêmement frustrant. Je ne sais pas combien de fois j'ai participé à des séances comme celle-ci où...

Sans vouloir vous offenser; je suis heureux que vous soyez ici, et je suis heureux que vous soyez à Ilderton. Mais vous allez un peu partout, vous recueillez une tonne de renseignements et vous retournez à Ottawa. Les changements se produisent beaucoup trop lentement. Les affaires se font beaucoup plus rapidement.

Je sais que le but est de faire avancer le processus, mais nous devons trouver un système. Comme Steve l'a mentionné, nous avons passé bien des années à faire du lobbying auprès des deux paliers de gouvernement, ce qui s'est traduit par des accusations lancées ici et là. Si la responsabilité de certains aspects de la politique agricole relevait de compétences spécifiques, alors les décisions seraient prises plus rapidement et les changements requis seraient apportés sans tarder. Je pense que c'est nécessaire.

J'aimerais enfin parler des programmes de base. Quelle que soit votre opinion sur ce que doivent être les niveaux de soutien du revenu, vous pouvez faire mieux. Le fait de demander à des organisations agricoles et aux gouvernements de s'asseoir ensemble pour discuter du soutien du revenu ou aux organisations de faire du lobbying... Je sais que tout le groupe précédent, de même que Marie-Anne et la coalition, cela nécessite énormément de ressources, beaucoup de temps et d'énergie de la part des gens, pour en arriver à un certain niveau comme celui-ci...

Oui, j'ai presque fini, Larry.

Cela nécessite beaucoup de temps, cela draine l'énergie de tout le monde, alors que nous devrions être en train de discuter d'une vision de l'agriculture, d'innovation et de la direction dans laquelle nous devrions aller. Il faut faire quelque chose. Est-ce ici? Est-ce là? Je ne suis pas certain. Prenons une décision et donnons-y suite. Après cela, nous pourrions parler de tout ce dont nous devrions être en train de parler.

Merci.

• (1415)

Le président: Merci, Greg.

Nous allons maintenant passer à la série de questions.

Nous donnons d'abord la parole à Mark Eyking, pour cinq minutes.

L'hon. Mark Eyking (Sydney—Victoria, Lib.): Merci, monsieur le président.

Merci à tous nos invités d'être ici aujourd'hui.

Je me suis promené en voiture ce matin, et j'ai pu constater qu'il y a de belles terres dans votre région. Elles sont très productives, et je vous envie. Je suis du Cap-Breton. Mes parents étaient hollandais, et parfois j'aurais aimé qu'ils se soient installés un peu plus à l'Ouest. Mais nous avons peut-être un marché là-bas, et manifestement vous ne recevez pas suffisamment d'argent pour toutes ces bonnes terres et pour tout le travail que vous faites.

Ma question a trait principalement aux programmes. Au cours des deux dernières semaines, un grand nombre d'agriculteurs, et de jeunes agriculteurs, nous ont dit que les programmes ne fonctionnaient pas. Certains disent que le programme CSRN était un bon programme et qu'on aurait dû le maintenir; mais les programmes actuels ne donnent pas de bons résultats.

Je suis allé en Nouvelle-Zélande. Idéalement, ce serait bien s'il n'y avait aucun programme et que nous étions tous sur un pied d'égalité. Mais comme il a été mentionné plus tôt, il y a le projet de loi sur

l'alimentation aux États-Unis, et tous les autres gouvernements subventionnent leurs agriculteurs, alors nous devons aider nos agriculteurs dans une certaine mesure. Il y a aussi le fait que, aux États-Unis, les programmes ne sont pas différents dans chaque État. Même au sein de l'Union européenne, il semble y avoir un seul programme pour le continent.

Ma question s'adresse probablement à Marie-Anne et à Joe, et peut-être à Greg. S'il y avait un nouvel accord fédéral-provincial et que bon nombre d'entre vous étiez en mesure d'orienter cet accord, en mettant toutes les cartes sur la table, je veux dire si 2 ou 3 milliards de dollars avaient été dépensés l'an dernier...

Vous y avez fait allusion, Greg, en proposant de favoriser la voie provinciale. Je ne suis pas certain de la façon dont cela se traduirait dans ce contexte. Mais nous avons découvert que les producteurs de bovins de l'Alberta semblaient mieux y trouver leur compte que les producteurs de bovins d'une autre province. Le Québec fait quelque chose.

À mon avis, en tant que pays, nous devons faire en sorte que les programmes soient meilleurs et plus uniformes. Jouons cartes sur table: si nous partions de zéro et que nous vous demandions des idées, que devrions-nous faire pour améliorer la situation des agriculteurs?

Nous avons aussi entendu parler du programme Agri-flexibilité au cours des deux dernières semaines. Ce programme ne fonctionne pas, surtout pour ce qui est des fermes diversifiées. Il ne donne tout simplement pas les résultats escomptés. Il est efficace pour les agriculteurs qui cultivent un seul produit ou pour les producteurs qui n'ont qu'un seul type d'élevage.

Quoi qu'il en soit, nous n'avons que cinq minutes. Si vous manquez de temps, vous pourrez toujours en parler dans une réponse à une autre question. Mais c'est ce que je veux savoir: qu'est-ce que le Canada devrait faire pour améliorer la situation dans le domaine agricole, pour les nouveaux agriculteurs?

• (1420)

Mme Marie-Anne Hendriks: Essentiellement, dans le cadre des programmes actuels, si vous n'avez pas de marge de référence établie, on peut vous en créer une.

Pour les nouveaux agriculteurs, je ne suis pas certaine... parce que, l'an dernier, l'Ontario a fait ce paiement qui s'est avéré être un désastre en soi. Selon les nouveaux agriculteurs, si vous n'êtes pas en mesure de verser de meilleures subventions, alors n'en versez pas.

À mon avis, vous êtes en mesure de faire avancer les choses pour le bien de l'industrie, en finançant des projets environnementaux, comme vous l'avez fait, ou en finançant ce que les agriculteurs veulent faire. Les jeunes agriculteurs plus particulièrement sont disposés à entreprendre de nouvelles choses, mais ils n'en ont pas les moyens parce qu'ils ont d'autres...

Nous sommes presque certains que le gouvernement fédéral n'est pas très chaud à l'idée de prendre des mesures en rapport avec le coût de production, qui traiteraient tous les produits sur un pied d'égalité. Et si vous n'êtes pas disposés à prendre cette voie — je ne dis pas que vous avez tort — alors vous allez devoir utiliser une carotte pour revitaliser l'agriculture.

L'hon. Mark Eyking: Joe.

M. Joe Dickenson: Je tiens à répéter que nous devons veiller à ce que les nouveaux agriculteurs aient leur mot à dire dans l'établissement de leurs marges de référence. La situation de quelqu'un de ma région, par exemple, est différente de celle de quelqu'un de l'Est de l'Ontario ou de l'Alberta. Et c'est dans ce sens que je comprends ce que veut dire Steve; lorsqu'il est question d'aide financière et de programmes, nous devons examiner le problème davantage d'un point de vue provincial. Seule la structure globale doit être examinée d'un point de vue national.

Je suis tout à fait d'accord avec Marie-Anne lorsqu'elle dit que l'un des éléments à considérer, quand il est question de l'environnement notamment, c'est que l'argent semble sortir de la poche de l'agriculteur, mais que c'est la population qui en bénéficie. Ce n'est pas correct. Alors quand nous proposons des programmes environnementaux, par exemple, nous devons nous assurer de récompenser les gens qui font le travail plutôt que ceux qui en bénéficient.

Le président: Merci. Votre temps est écoulé.

Madame Bosant, vous avez cinq minutes.

• (1425)

[Français]

Mme France Bonsant (Compton—Stanstead, BQ): Merci beaucoup.

Vous aurez accès à la traduction simultanée.

Je ne suis pas d'accord avec M. Steve Twynstra en ce qui concerne un modèle national. Au Québec, nous avons développé des créneaux. Je vous donne un exemple: la culture biologique, et le gouvernement fédéral veut en abaisser les standards pour faire plaisir au reste du Canada. Je ne suis pas ici pour défendre le fédéral et demander que le Québec réduise ses attentes: nous avons travaillé trop fort, au Québec, pour avoir des produits de qualité. Et je ne crois pas qu'avoir un standard national vous aidera.

Je tiens aussi à vous dire qu'il faudrait faire une chose, entre autres. Il ne faut jamais négocier, à l'OMC, le droit de se nourrir; il faut commencer par apprendre à se nourrir localement.

Il y a deux semaines, nous avons rencontré des représentants de banques. Je veux savoir ce que vous pensez de ce qu'ils nous ont dit. Ils nous dit que prêter de l'argent aux agriculteurs ne leur posait pas problème. Personnellement, je ne les ai pas crus. Qu'il s'agisse de la Banque Nationale, de la Banque de Montréal ou de la Banque Toronto-Dominion, tout le monde nous a dit que l'argent était disponible. Selon vous et vos charmantes banques, est-il disponible, oui ou non?

[Traduction]

M. Steve Twynstra: Je pense que l'argent est disponible. Ce que je trouve intéressant, c'est que le taux d'intérêt des hypothèques agricoles, que ce soit au FAC, dans une caisse populaire ou dans une banque, est de 1,5 à 2,5 points supérieur à celui des prêts hypothécaires résidentiels. Quand vous demandez au directeur de votre institution de vous expliquer pourquoi il en est ainsi — c'est un prêt à court terme — il vous dit qu'il y a davantage de risques dans le domaine agricole que dans le secteur résidentiel. Puis, quand vous lui demandez combien de fermes son institution a saisies au cours des six dernières années, il répond aucune, ou très peu par rapport au nombre de maisons; il y a quelque chose qui cloche ici.

Je vous dirai donc que l'argent est disponible; mais le problème, c'est à quel prix.

Je pense qu'il y a deux systèmes distincts, parce qu'il y a beaucoup plus de concurrence dans le domaine des prêts hypothécaires que dans le domaine des prêts agricoles, ce qui nous ramène à ce que j'ai dit plus tôt à propos de la concentration au sein de différents secteurs de l'agriculture. La concurrence n'est tout simplement pas assez forte — sauf au niveau local.

Le président: Très bien.

Jamie.

M. Greg Devries: J'ai deux commentaires à formuler.

Tout d'abord, à propos de ce que vous avez dit sur le fait d'apprendre à se nourrir localement, notre industrie repose toujours sur l'exportation. Ma famille produit 16 acres de poivrons en serres. Si tout le monde se nourrissait localement, ces 16 acres de serres n'existeraient pas: nous avons un marché au sud que nous essayons d'approvisionner. Je veux donc m'assurer que nous comprenons bien l'étendue de notre industrie.

Nous avons quitté notre banque cette année pour aller dans une caisse populaire. La banque est revenue nous voir; elle voulait davantage de garanties pour une marge de crédit inférieure à un taux d'intérêt plus élevé.

Je trouve qu'il est de plus en plus difficile d'obtenir une marge de crédit — du moins à l'échelle locale, dans notre région, et probablement aussi dans différentes parties de la province. Pour le financement à long terme, c'est facile; si vous avez acheté une ferme il y a cinq ans pour 5 000 \$ l'acre et qu'elle vaut maintenant 10 000 \$ l'acre, vous avez une valeur nette de 5 000 \$. Alors pourquoi ne vous prêterait-on pas d'argent?

C'est inquiétant; mon père a dit qu'il n'avait encore jamais acheté de fermes bon marché. Et il a acheté des terres dans les années 1950 qui, à mon avis, étaient plutôt abordables, mais...

Je ne sais pas jusqu'où va monter le prix des terres, et je pense que personne ici ne le sait non plus. C'est une façon un peu troublante de financer son entreprise. Quelqu'un a parlé plus tôt de l'inflation du prix des terres et de l'incidence qu'elle a eue sur notre capacité d'emprunter.

Le président: Merci beaucoup.

Jamie.

M. Jamie Robson: Je crois que les banques ont aussi de la difficulté à avoir des banquiers compétents. Ce n'est pas pour les critiquer ou quoi que ce soit, mais souvent, pour notre part, nous commençons une année avec un directeur de comptes, et avant la fin de l'année, nous nous retrouvons avec un autre.

Ce que ces gens disent est vrai: il semble que nous payons davantage pour une hypothèque, et on nous demande toujours plus de garanties.

Il nous est arrivé la même chose cette année, Greg. On nous demandait un demi pour cent de plus, ou à peu près, et nous leur avons simplement dit: « Non. Nous ne sommes pas si à risque. Est-ce que vous nous acceptez ou non? »

Nous nous étions ménagé une porte de sortie avant de faire ça, évidemment.

Des voix: Oh, oh!

M. Jamie Robson: Ça n'a pas été aussi difficile que nous l'avions prévu, mais ils cherchaient à nous presser comme des citrons. Ils se plaignaient qu'ils avaient perdu de l'argent et tout le reste dans les marchés boursiers, et qu'ils devaient le récupérer. À mon sens, eh bien, si vous n'avez pas perdu d'argent par ma faute, prenez-vous-en à ceux qui vous l'ont fait perdre. Mais je suis d'accord, il semble que nous payons toujours davantage.

• (1430)

M. Greg Devries: J'ai un petit commentaire. Jamie a fait une remarque concernant la rareté des employés compétents dans le secteur bancaire. Quelqu'un m'a dit que la banque que nous avons quittée, dont je tairai le nom, avait eu 52 différents directeurs de comptes agricoles au cours des deux dernières années, et que 29 d'entre eux avaient démissionné ou quitté. Ce n'est qu'une anecdote, mais il y a une foule de bons employés dans cette institution, qui possèdent une expérience remarquable, et qui étaient frustrés de la décision prise par le siège social sur la façon dont ils devaient servir leurs clients.

Le président: Pourriez-vous vous avancer un petit peu sur les raisons pour lesquelles, à votre avis, ils voulaient...

M. Greg Devries: Je crois que Jamie a mis le doigt dessus. Je crois que le secteur bancaire a traversé une période difficile, et honnêtement, les deux dernières années ont été relativement bonnes pour la plupart des secteurs agricoles, et ils ont cru qu'ils pourraient récupérer de l'argent dans ce domaine.

C'est frustrant à plusieurs égards, parce que quand vous avez besoin d'une banque, personne n'est là pour vous, et quand vous n'en avez pas besoin, il y a des gens qui cognent à votre porte.

Le président: D'accord, nous n'avons plus de temps, mais Hugh, je vais vous laisser faire un commentaire à ce sujet. C'est important, je crois.

M. Hugh Aerts: Il y a trois ou quatre ans, une banque nous a refusés aussi. Le problème majeur est que pour tout ce qui excède 100 000 \$, ils doivent s'adresser à Toronto. Nous nous sommes tournés vers une coopérative de crédit. La banque a perdu beaucoup de bons clients, et ils ont tous opté pour une coopérative de crédit parce qu'ils pouvaient faire affaire avec la même personne chaque année. Les banques ont un petit créneau, et si vous ne cadrez pas, vous n'y êtes pas admis. Le directeur régional n'a aucun pouvoir. C'est une marionnette, et je le plains vraiment, parce que toutes les décisions sont prises au siège social à Toronto. C'est pourquoi nous nous sommes tournés vers une coopérative de crédit.

Le président: D'accord. Merci.

Monsieur Allen, pour cinq minutes.

M. Malcolm Allen (Welland, NDP): Merci, monsieur le président.

Je suis heureux de ce que j'ai entendu au sujet des coopératives de crédit. En tant que membre d'une coopérative de crédit depuis 40 et quelques années, j'apprécie les compliments qui ont été faits à leur endroit.

Je vais revenir sur ce que j'ai entendu dans ce coin, les commentaires sur les jeunes agriculteurs.

Marie-Anne, vous avez parlé du fait qu'on ne voit pas nécessairement de jeunes agriculteurs, à moins bien sûr qu'il s'agisse de membres de la famille qui souhaitent toujours assurer la relève en agriculture, et que nous devons compter sur les immigrants pour venir s'installer en région rurale. De façon générale, je ne suis pas certain qu'il y en ait autant actuellement, dans le domaine de

l'agriculture du moins, qu'il y en a eu dans les années 1950, dans le contexte de l'époque.

J'ai de la difficulté à voir votre nom par là-bas. Greg parlait de sa famille.

J'ai l'impression, quand vous parlez des preneurs de prix... Brian a parlé de ce phénomène pour l'ensemble du secteur, et de la façon d'amener les gens à s'y intéresser. Comment convaincre la population canadienne? J'habite dans un milieu agricole. Je sais que vous aimez le terme « valeur ajoutée ». J'ai quitté l'industrie automobile et nous utilisons le terme « valeur ajoutée » depuis une trentaine d'années. Donc la terminologie que j'entends dans le domaine agricole, je l'ai entendue longtemps ailleurs, dans le secteur manufacturier.

Le problème est que c'est toujours au milieu et à la fin de la chaîne de valeur que les profits sont réalisés, pas au début. D'ailleurs, c'est quelque chose qu'on constate aussi dans le secteur manufacturier. L'industrie automobile comporte cinq volets. Il se trouve que le volet numéro un correspond à la personne qui met l'étiquette sur la porte de la nouvelle voiture et vous vend la voiture. Le cinquième volet, celui au bas de la chaîne, c'est vous, le producteur primaire, qui produit les plus petites pièces pour la fabrication. Dans votre cas, vous êtes la partie la plus importante de la production, mais vous vous retrouvez avec le plus petit montant d'argent.

Comment convaincre les autres de votre valeur? Pour être honnête, c'est vous qui apportez la valeur dans la chaîne à valeur ajoutée, et pas ce qui se fait l'autre bout, pas les céréales qui sortent de la boîte, comme vous l'avez mentionné, Brian. Que faisons-nous pour sensibiliser la population, qui aimerait qu'on trouve un moyen de lui fournir de la nourriture abordable, et non bon marché, et qui vous permettrait de continuer à faire ce travail que vous devez continuer à faire? Sinon, nous ne mangerons pas en fin de compte, ni à bon marché ni de quelque façon que ce soit.

M. Steve Twynstra: Il y a eu beaucoup de discussions tout récemment à propos de l'étiquetage des aliments. Il me semble, passez-moi l'expression, que c'est un vrai bordel. Actuellement, nous avons des étiquettes qui indiquent le pourcentage de glucides et de gras et la teneur en éléments nutritifs ou minéraux du produit. Pourquoi ne pouvons-nous pas faire nos propres étiquettes? Pourquoi doit-il y avoir la mention « Produit du Canada »? Pourquoi ne pouvons-nous pas inscrire seulement « Produit du Canada à 98 p. 100 »? De cette façon, l'étiquette indique correctement que le sucre contenu dans le produit est importé, puisque nous n'avons plus d'industrie sucrière au pays, et ainsi les gens peuvent choisir d'acheter le produit canadien à 12 p. 100 ou le produit canadien à 98 p. 100 lorsqu'ils se trouvent devant l'étalage. L'étiquetage des aliments est une question assez simple à résoudre, dans laquelle on investit beaucoup trop de travail et de ressources.

Aussi, une partie du problème, comme on l'a mentionné plus tôt, repose sur le manque d'éducation, parce qu'il y a tellement de gens qui sont déconnectés de l'agriculture.

J'aimerais que les aliments contiennent plus d'ingrédients locaux, évidemment, mais je crois que le gouvernement fédéral a un rôle à jouer dans la promotion de la production locale — et de la production canadienne aussi — dans ses propres habitudes d'achat, etc.

●(1435)

M. Jamie Robson: Il y a quelque temps, j'ai discuté avec un groupe d'enseignants, et ils s'inquiétaient de la qualité de la nourriture et tout ça. Ils ont commencé à un certain point à condamner les agriculteurs pour l'utilisation de produits chimiques, ou pour toute une série de trucs environnementaux. En fin de compte, j'ai dit à une dame que dans ce pays, vous risquez plus de mourir de suralimentation que des produits chimiques et d'autres choses du genre.

Les produits agricoles et alimentaires ne sont pas une question prioritaire parce qu'il y en a des tonnes. Si nous ne les produisons pas, d'autres pays le feront. Ce pays n'a jamais connu la famine. Si vous parlez à des gens qui étaient en Europe pendant la Seconde Guerre mondiale, ils vous raconteront qu'ils ont dû manger de l'agneau ou du mouton pendant des semaines ou même des années d'affilée, parce qu'il n'y avait rien à manger. Leur perspective est très différente de la nôtre.

Actuellement, si le Canada décidait de ne produire aucune nourriture, le reste du monde comblerait le manque. Voilà comment ça fonctionne. Je ne sais pas comment on pourrait faire accepter aux gens d'augmenter le budget consacré à la nourriture. Je suis certain que si on proposait ça aux consommateurs, la plupart flipperaient carrément.

Le président: Oui.

M. Greg Devries: Mon épouse rentre de l'épicerie et se plaint du coût de la nourriture. Je lui rappelle sans cesse que nous payons la nourriture moins cher qu'ailleurs — mais ce n'est généralement pas assez pour gagner ses bonnes grâces.

Si vous allez à l'épicerie aujourd'hui et que vous demandez aux gens ce qu'ils pensent de la qualité et de la salubrité des aliments dans ce commerce, ils répondront qu'elles sont au même niveau et qu'elles respectent les mêmes normes que tout ce que nous produisons dans ce pays.

Je vais parler de poivrons, parce que nous produisons des poivrons. Le protocole de salubrité des aliments qui régit la production de nos poivrons en serre actuellement est incomparable. Au cours des trois dernières années, le protocole à suivre a fait augmenter la qualité presque comme ça, en raison de la société de commercialisation avec laquelle nous faisons affaire et de la pression exercée par les chaînes de magasins d'alimentation.

Parallèlement, si vous allez à l'épicerie en dehors de la saison, même maintenant, vous y trouverez des poivrons mexicains. Je ne dirai pas que tous les poivrons mexicains sont produits selon les mêmes normes, mais je sais qu'il y a beaucoup de choses qui sont permises au Mexique et qui ne le sont pas ici au Canada. Mais qui vérifie ça?

Quelqu'un a parlé de la LMR — je crois que c'est Steve —, la limite maximale des résidus, entre autres. Quand une personne va dans l'allée des poivrons et choisit un poivron, qu'il provienne du Mexique, du Canada ou d'Israël, par exemple, elle va simplement présumer qu'ils sont tous produits selon les mêmes normes. Je connais mes normes de production, et je peux les garantir à 100 p. 100. Le producteur mexicain n'est pas là pour vous dire ce qui se passe là-bas, et personne ne pose la question.

Le président: Merci.

Passons maintenant à M. Shipley pour cinq minutes.

M. Bev Shipley (Lambton—Kent—Middlesex, PCC): Merci tout le monde.

Je ne ferai pas une longue introduction avant de poser ma question, parce que nous avons peu de temps.

Greg vient juste de faire référence à une motion que j'ai présentée au Parlement. Elle n'a pas été appuyée à l'unanimité, mais elle a été adoptée. Elle porte précisément sur ces questions. J'espère qu'elle pourra être mise de l'avant, par les ministres et le ministre, l'ACIA, l'ARLA et la Direction des médicaments vétérinaires.

Nous parlons aussi de l'avenir des nouveaux agriculteurs. Je regarde à cette table, et chacun de vous a de la famille qui prend la relève, ou vous êtes ce membre de la famille qui a pris la relève, et certains d'entre vous ont de jeunes enfants qui le feront probablement un jour aussi. Je me pose des questions à propos de la planification de la relève. Que faites-vous?

Deuxièmement, voyez-vous un avenir pour l'agriculture? Vous avez tous des parents, ou vous êtes parents... L'avenir est-il positif? Sera-t-il positif seulement parce que vous pourrez compter sur des programmes gouvernementaux? Est-ce cela qui fait de l'agriculture le domaine attrayant dont tout le monde parlait, et qui correspond à ce que vous voulez faire — et vous voulez tous le faire?

Vous avez parlé de sa soeur qui est partie. J'ai trois enfants qui ont choisi une autre carrière.

Y a-t-il un avenir pour les agriculteurs? Est-ce que l'accessibilité au crédit est la même lorsqu'on est régi par la gestion de l'offre et lorsqu'on ne l'est pas? Brian, vous connaissez les deux régimes. Dans une entreprise dont une partie est régie par la gestion de l'offre et l'autre ne l'est pas, est-ce que son accessibilité au crédit est toujours la même? S'il y a une différence entre les deux, que pouvons-nous faire? Je ne sais même pas si nous pouvons faire quelque chose.

J'aimerais aussi savoir si les programmes gouvernementaux devraient inclure tout le monde. Y a-t-il un critère? Certains alléguent que nous devrions pouvoir retirer des programmes un certain pourcentage de nos revenus. Pour les agriculteurs qui en sont à leurs débuts, nous avons maintenant...? Nous avons accordé une exemption pour gains en capital de 750 000 \$ et nous avons tenté de prendre des mesures fiscales qui permettent aux gens de conserver plus d'argent dans leurs poches. Est-ce que ces mesures sont utiles? Sinon, que devrions-nous faire?

J'ai posé suffisamment de questions. Je m'arrête là pour l'instant.

Brian, j'aimerais que vous commenciez. Ensuite, d'autres pourraient intervenir.

●(1440)

M. Brian Lewis: Je vais d'abord répondre à votre question sur l'accessibilité au crédit des entreprises régies par la gestion de l'offre par rapport aux entreprises qui ne le sont pas. Je me suis retiré du secteur banquier il y a quelques années. À l'époque où j'y travaillais, les entreprises régies par la gestion de l'offre avaient plus de facilité à obtenir des prêts parce qu'on jugeait que l'industrie avait une certaine stabilité. Il y a aussi le risque en lien avec l'OMC, qui est indéniable. Il faudrait demander aux banques, mais je crois que c'est plus facile.

Quelqu'un a parlé tout à l'heure de l'évaluation foncière et de la capacité d'obtenir des prêts. La situation est inquiétante parce qu'on octroie des prêts et que c'est seulement au moment de la vente qu'on peut utiliser cet argent pour payer ses factures. J'espère que les banques ne délaieront pas les prêts en espèces au profit des prêts participatifs parce que ce ne sera pas avantageux à long terme.

Bev, je ne sais pas quoi vous répondre. Je crois que dans une certaine mesure, c'est le cas. Mais à quel point, je ne le sais pas. Il faudrait le demander aux banquiers. Mais c'est vraiment du cas par cas. Qu'il y ait gestion de l'offre ou non, la situation financière est comme elle est.

M. Bev Shipley: En quoi contribuez-vous à l'avenir de l'agriculture, selon vous?

M. Joe Dickenson: J'ai présenté deux demandes de prêt distinctes dans une seule et même banque — donc nul besoin de la nommer —, chacune étayée par un plan d'affaires distinct, pour acheter deux fermes dans deux régions différentes. Ma première demande de prêt visait à acheter une ferme laitière opérationnelle en Saskatchewan. Le plan d'affaires que j'ai présenté, qui s'appuyait sur des chiffres réels, prévoyait des bénéfices de 25 000 \$ au cours de la première année. Bien entendu, le budget des 10 premières années était assez serré. La femme qui m'a répondu à la banque a refusé ma demande parce qu'elle trouvait risqué d'accorder un prêt à une entreprise soumise à la gestion de l'offre. Toutefois, elle m'a dit qu'elle aurait accepté ma demande si j'avais eu l'intention de me lancer dans l'élevage de bovins ou dans la culture commerciale. Je crois que sa décision s'appuyait sur les chiffres plus qu'autre chose. Mais si on se penche sur le rendement des investissements, je constate que celui de cette ferme aurait été meilleur.

Bev, vous me demandez si je crois que l'agriculture a de l'avenir. J'ai contracté une dette de 550 000 \$ en 2008. Je ne l'aurais pas fait si je n'avais pas cru que l'agriculture a de l'avenir. Les fonds que j'ai investis dans ma ferme et mon immeuble locatif ont généré 11 000 \$ — sans compter les revenus qui ne découlent pas des activités de la ferme —, mais je pourrais obtenir un prêt pour ce montant. Il s'agit ici de produits du boeuf et de cultures commerciales biologiques qui sont vendus sur le marché libre.

Je crois qu'il est plus facile pour les nouveaux agriculteurs de faire leur entrée sur le marché libre parce qu'il n'y a pas de données fixes à prendre en considération.

Le président: Merci, Joe.

Je cède maintenant la parole à M. Valeriote pour cinq minutes.

M. Francis Valeriote (Guelph, Lib.): [Note de la rédaction: inaudible]

Une voix: Votre micro...

M. Francis Valeriote: ... Vos points de vue sont à peu près semblables à ceux que nous avons entendus la semaine dernière dans différentes régions du pays, notamment en Colombie-Britannique, où les gens ont parlé des lacunes du programme Agri-stabilité, de la nécessité de revoir le critère de viabilité, du manque d'accessibilité aux capitaux, du prix des terres, du manque d'harmonisation et de la réglementation du Canada par rapport à celle d'autres pays — aspects auxquels Bev a fait allusion aujourd'hui et dans sa motion.

J'aimerais savoir deux choses.

Je suis, comme tout le monde, convaincu que le regroupement d'importantes entreprises de transformation et de grands épiciers vous empêche d'obtenir ce que vous méritez vraiment; vous ne devriez pas uniquement récupérer les coûts des intrants, mais aussi recevoir une rétribution raisonnable en échange de votre travail.

La Loi sur la concurrence ne permet pas au gouvernement du Canada de dissocier les grandes entreprises, ce que le gouvernement des États-Unis a le droit de faire. Elle l'autorise uniquement à mettre un terme à une entente de non-concurrence entre des gens qui se sont entendus pour fixer un prix.

Croyez-vous que le gouvernement devrait modifier la Loi sur la concurrence de façon à pouvoir intervenir? Croyez-vous qu'il est temps d'intervenir pour empêcher — si ce n'est déjà fait — les entreprises de transformation de devenir si puissantes qu'elles peuvent déterminer les prix?

Est-ce que quelqu'un pourrait répondre à cette question? J'en poserai une autre par la suite.

Steve.

• (1445)

M. Steve Twynstra: Tout à fait. La législation canadienne sur la concurrence accuse un grand retard, selon moi. Je serais entièrement en faveur d'une telle mesure, et non seulement à l'endroit des entreprises de transformation. Elle devrait s'appliquer à tous les échelons, y compris aux fabricants d'équipement à série restreinte.

Nous avons de la chance ici de pouvoir décider du prix à payer pour les pièces de notre équipement. La frontière n'est qu'à 40 minutes de route; c'est très facile de remplacer une pièce d'équipement agricole qui coûte entre 20 et 25 p. 100 moins cher qu'ici, surtout que maintenant, le dollar canadien est à parité avec le dollar américain. C'est entre autres à cause de la concurrence que ces pièces coûtent moins cher.

M. Francis Valeriote: Tout à fait.

Est-ce que quelqu'un d'autre souhaite intervenir?

M. Joe Dickenson: Je suis d'accord. Je me demande seulement quelle serait l'incidence d'une telle mesure sur le secteur régi par la gestion de l'offre, par exemple. Les producteurs laitiers mettent en commun tout le lait qu'ils produisent, si bien qu'il n'y a qu'un vendeur. Il faut également prendre cet aspect en considération.

M. Francis Valeriote: Ce sera peut-être le cas, à moins que leur situation soit considérée comme une exception. C'est un bon point.

J'ai une autre question. Nous avons parlé d'innovation. La plupart d'entre vous avez étudié à l'Université de Guelph ou connaissez quelqu'un qui y a étudié. Je suis fier d'être originaire de cette ville.

À l'époque où j'étais avocat, je devais me perfectionner constamment. Chaque année, je devais apprendre de nouvelles pratiques, de nouvelles lois et de nouvelles techniques et les mettre en pratique pour pouvoir poursuivre. Ceux qui ne le faisaient pas échouaient. Certains d'entre vous ont dit qu'il fallait préconiser l'innovation. Combien parmi vous s'efforcent activement de mettre à jour leurs compétences et de se renseigner sur les nouvelles technologies chaque année?

Quelle est votre situation? Que faites-vous? Mettez-vous vos compétences à jour ou continuez-vous simplement d'appliquer les vieux concepts? Nous pourrions poursuivre dans cette voie.

Jamie?

M. Jamie Robson: Je suis d'accord avec Greg. Ce qu'on nous a appris à l'université dans les années 1980 ne s'applique plus vraiment de nos jours. Je crois que si on n'innove pas, on tirera de l'arrière — et c'est valable pour la plupart des gens présents ici. L'agriculture évolue.

Mes enfants peuvent faire des choses que je ne comprends pas encore. Je ne suis aucunement un génie de l'informatique, mais compte tenu des connaissances qu'ils possèdent, je sais qu'ils ont une très bonne longueur d'avance sur nous et que leur façon de pensée est probablement bien plus progressiste que la mienne. Je crois que vient un jour où on n'est plus dans le coup. C'est parfois très instructif d'être entouré de jeunes.

Je crois que la majorité des gens assis à cette table sont de bons innovateurs.

Mme Marie-Anne Hendriks: Il suffit d'aller à la foire agricole qui a lieu ici même à London pour constater l'intérêt des agriculteurs. Si leur métier les passionne, ils voudront essayer le nouvel équipement et tout ce qui leur permettra d'innover.

Dans le comté de Middlesex, il y a une association d'éleveurs de porcs dont pratiquement tous les membres ont moins de 35 ans. Je trouve très intrigant de les écouter parler — ils sont très motivés. Et ils doivent l'être; les chevronnés du secteur porcin disent que seuls les éleveurs qui font preuve d'innovation réussissent à survivre.

Je crois qu'on ne serait pas ici si on ne cherchait pas à s'améliorer constamment.

Le président: Voulez-vous faire une courte remarque, Brian?

M. Brian Lewis: Dans le domaine de l'élevage, bien des innovations ne viennent pas des programmes d'études dispensés à Ridgetown, à Guelph, à Trenton ou ailleurs; elles viennent des vétérinaires qui nous font part de leurs constatations et de leurs conseils pour améliorer notre production. Tout ne s'apprend pas sur les bancs d'école.

Pour les producteurs de cultures commerciales, il y a les foires agricoles. Et on apprend beaucoup de nos voisins; bien des enseignements se transmettent de bouche à oreille. Je ne sais pas si cela répond à votre question, mais voilà le portrait global, selon moi.

• (1450)

Le président: Merci, Brian.

Je cède maintenant la parole à M. Ben Lobb pour cinq minutes.

M. Ben Lobb (Huron—Bruce, PCC): Merci, monsieur le président.

Je suis né et j'ai grandi à Clinton, dans le comté de Huron, qui n'est pas très loin d'ici.

Le prix des terres — sujet abordé à quelques reprises devant le comité — a augmenté considérablement au cours des 10 dernières années et aussi au cours des 10 années précédentes. Il y a donc maintenant un très grand obstacle qui se pose aux jeunes agriculteurs qui souhaitent se lancer en affaires. Ma question, si on peut le dire, comporte deux volets, c'est-à-dire l'entrée sur le marché, puis la capacité financière de poursuivre ses activités.

Comme la réunion d'aujourd'hui porte sur les jeunes agriculteurs et l'avenir de l'agriculture, que conseillerez-vous au comité de faire pour faciliter l'entrée sur le marché des jeunes agriculteurs? Leur situation est de toute évidence unique; un jeune agriculteur qui veut une ferme doit investir 200 000 ou 300 000 \$ dès le départ.

J'aimerais aussi savoir s'il existe des façons de tirer davantage profit du marché?

Le président: Je laisse tout d'abord Joe répondre, puis... Adam, voulez-vous dire quelque chose?

Quoi qu'il en soit, la parole est à vous, Joe.

M. Joe Dickenson: Quand un agriculteur prend sa retraite et qu'il est disposé à vendre sa ferme à un nouvel agriculteur, il faudrait que la vente soit visée par une exemption pour gains en capital, mais je ne sais pas exactement comment on pourrait le faire. Cette exemption permettrait au futur retraité d'empocher le montant auquel était fixée la vente de sa ferme et au jeune agriculteur de déboursier un montant largement moindre. Ce serait une solution.

Il faudrait également mettre en lien d'une façon ou d'une autre les agriculteurs qui souhaitent se retirer avec ceux qui souhaitent se lancer en affaires pour qu'ils puissent établir un certain partenariat, par exemple une location avec option d'achat, ce qui permettrait aux acheteurs d'obtenir des liquidités avant de devoir se procurer l'argent nécessaire pour tout payer.

M. Ben Lobb: Hugh, vous voudriez peut-être intervenir. Les Robson pourraient eux aussi commenter.

M. Hugh Aerts: J'ai abordé cette question un peu plus tôt. Je crois que si des programmes sont mis en place, il faut qu'ils soient... Prenons l'exemple des cultures commerciales. Si un agriculteur possède 100 acres et que l'année est mauvaise, et si le montant des subventions atteint les 100 \$ l'acre, eh bien, cela fait 10 000 \$. Certains agriculteurs cultivent 5 000 ou 10 000 acres. Soudainement, ces agriculteurs reçoivent un million de dollars du gouvernement. Les jeunes agriculteurs ne peuvent pas leur faire concurrence, car ils vont réajuster légèrement leurs marges en se disant qu'ils pourront obtenir encore quelques milliers de dollars l'année suivante, parce qu'ils connaissent leur capacité de production. Les jeunes n'arrivent pas à se tailler une place parce que les gros exploitants peuvent toujours surenchérir. Ils peuvent faire mieux pour les loyers; ils peuvent faire mieux pour le coût des terres. Sans en être tout à fait sûr, je crois, que c'est ce qui cause le problème.

Personnellement, je n'ai pas de famille. Si certains de mes neveux sont intéressés à devenir agriculteurs, quand ce sera mon tour de vendre ma ferme, je vais faire un prix à mes neveux. S'ils ne sont pas intéressés, mais qu'un jeune du voisinage l'est, je vais faire un prix au jeune de mon voisinage. Je ne vais pas forcément vendre à celui qui me fera la meilleure offre. Si je n'aime pas un acheteur, et si je n'ai pas besoin de l'argent, je ne lui vendrai pas ma ferme. Mais beaucoup d'autres agriculteurs vont simplement vendre au plus offrant. Je ne le leur reproche pas mais, comme je l'ai dit, les jeunes ont besoin d'aide, et d'une aide considérable. Il n'y a pas d'autre solution.

M. Ben Lobb: Je suis toujours à la recherche d'oncles intéressés à vendre.

Le président: Vous êtes mon type. Le genre de personne que j'aimerais avoir à mes côtés quand je négocie avec mon banquier.

Adam, aviez-vous...?

M. Adam Robson: Un autre aspect important du problème, qui touche particulièrement les jeunes agriculteurs, découle du fait que nos profits sont très... Ils fluctuent énormément. Peut-être qu'une sorte de prix plancher pour les céréales — et pas seulement pour les céréales mais pour tous les produits de base — pourrait nous garantir que les choses ne vont pas trop se détériorer, que nous ne serons pas pris dans un engrenage dont il sera impossible de nous dégager.

M. Jamie Robson: Je ne crois pas que les jeunes agriculteurs ont... La situation était probablement la même pour notre génération également: une dette importante peut rapidement devenir écrasante, en particulier quand on travaille dans une industrie où les marges de profit sont réduites. Le problème qu'on observe parfois, avec les programmes gouvernementaux, c'est que les agriculteurs cherchent à rentabiliser le programme au maximum. Ce n'est plus leurs terres qu'ils cherchent à rentabiliser. Ils se demandent de quelle manière ils pourront faire le plus d'argent, mais ça ne fonctionne pas toujours.

Je crois que nous avons besoin d'un programme de subventions modiques, qui ne serait pas là pour enrichir les agriculteurs — comme Hugh l'a dit, il faut qu'il y ait un plafond —, mais qui les aiderait à rester en affaires quand les choses vont mal.

J'ai de la difficulté à croire qu'en l'espace de deux ans, on soit passé d'une telle pénurie à un tel surplus de céréales. J'ai l'impression que quelque chose m'a échappé. Je ne sais pas ce que les autres en pensent, mais la situation du marché change tellement vite qu'il est difficile de se tenir au fait des changements.

• (1455)

Le président: Brièvement, Steve.

M. Steve Twynstra: Je crois qu'il y a deux ou trois solutions qu'on devrait envisager. Un de nos problèmes découle du fait qu'il y a un grand nombre d'organisations agricoles — groupes de producteurs, organisations d'éleveurs de bétail, associations d'amélioration des cultures — mais qu'il est difficile d'amener des personnes compétentes à siéger à ces comités, en particulier dans un milieu rural comme celui de l'Ontario. Et, si je ne me trompe pas, la situation est encore pire dans l'Ouest.

Je crois qu'on devrait envisager de modifier notre régime fiscal de manière à ce que les personnes qui s'engagent à siéger bénévolement à ces comités — c'est essentiellement de postes bénévoles qu'il s'agit — puissent déduire 400 ou 500 \$ par année de leur déclaration fiscale. C'est en particulier aux jeunes gens que je pense, car nous avons besoin de sang neuf. Des mesures semblables existent déjà, pour que les jeunes fassent du scoutisme, ou pour que leurs parents les inscrivent à des camps, à des ligues de hockey ou de soccer, ou à toutes sortes d'activités de ce genre. On devrait faire quelque chose pour les nouveaux agriculteurs qui veulent siéger aux comités de ces organisations. Peut-être qu'on pourrait aussi fonder une organisation pour inciter davantage de gens à siéger à ces comités.

Une autre chose que je souhaiterais voir, c'est une sorte de programme de mentorat pour les jeunes agriculteurs, un programme qui permettrait à un jeune d'être jumelé à un agriculteur établi afin qu'il puisse en apprendre un peu plus sur les façons de faire, en particulier en ce qui concerne l'aspect commercial. En effet, ce n'est pas du côté de l'agronomie ou de la médecine vétérinaire que le problème se situe. Mais il faudrait que les deux parties soient gagnantes.

Cela me rendrait des plus heureux. J'ai accueilli un certain nombre de participants à des programmes d'échanges d'étudiants au fil des ans. J'ai cependant de la difficulté à comprendre pourquoi tous ces étudiants doivent venir de l'étranger pour apprendre auprès de nous. Où sont les gens d'ici? La raison, c'est qu'il n'y a aucune mesure financière qui incite les jeunes à approfondir leur apprentissage auprès de ce que j'appellerais un maître agriculteur, afin d'apprendre certains trucs du métier et des choses de ce genre.

Si on faisait en sorte que des agriculteurs locaux encadrent nos jeunes agriculteurs, il faudrait qu'un allègement fiscal soit prévu. Il faudrait également que les jeunes agriculteurs puissent se présenter à FAC, à leur banque ou à quelque institution que ce soit, qu'ils puissent déclarer : « J'ai mon diplôme en agronomie et j'ai suivi un programme de mentorat » — c'est ce qui se passe déjà avec le programme de leadership agricole ou d'autres programmes similaires —, et que cela leur permette d'obtenir une réduction d'un demi pour cent sur leur taux d'intérêt. Des réductions sont consenties sur les prêts Énergie et sur des choses semblables, par l'intermédiaire de FAC. Pourquoi ne consentirait-on pas de réductions aux nouveaux agriculteurs, sur des prêts à terme prolongé?

Le président: Merci.

Jamie, vous avez parlé de l'incidence négative des programmes à deux ou trois reprises dans votre déclaration préliminaire, vous venez d'en parler à nouveau, et Hugh a fortement insisté là-dessus. Il est arrivé que des producteurs de ma circonscription me disent:

« Larry, parfois, les programmes ne font rien d'autre que permettre à des exploitants de subsister, alors que, normalement, ils disparaîtraient, et cela accroît la concurrence. »

Est-ce que chacun de vous pourriez brièvement...? J'aimerais que vous clarifiez les choses; le comité a besoin de comprendre clairement le message que vous voulez faire passer. Hugh, pouvez-vous nous donner des précisions? Ce que vous nous dites, c'est que ce dont nous avons fondamentalement besoin, c'est d'un programme d'assurance, et que nous devrions oublier les autres types de programmes. Est-ce que cela résume bien votre pensée? Est-ce bien ce que vous nous dites, tous les deux?

M. Jamie Robson: Selon moi, si nous avions une assurance-récolte et des subventions modiques qui nous permettraient de rester à flot quand le prix des produits est bas, nous n'aurions besoin de rien d'autre.

M. Hugh Aerts: Avec une prime.

M. Jamie Robson: Oui. Je suis conscient que le gouvernement veut probablement réagir en adoptant rapidement des programmes à court terme. De mon côté, c'est plutôt à un programme de stabilisation à long terme que je pense. Je ne veux pas que ce programme me rende riche. Ce ne sont pas les dollars du gouvernement que je veux récolter. Je préférerais que le marché se suffise à lui-même année après année, mais quand ce n'est pas le cas, je crois qu'une des choses les plus importantes serait d'avoir un prix plancher pour chaque produit de base, qu'il s'agisse de maïs, de poivrons, de boeuf ou de porc. C'est simplement une mesure à prendre dans une perspective à long terme. Ainsi, les jeunes agriculteurs pourraient au moins se fonder là-dessus, et cela leur permettrait peut-être d'adopter une perspective à plus long terme en ce qui concerne leurs activités futures.

M. Hugh Aerts: Je suis d'accord avec Jamie. L'idée est qu'on puisse se maintenir à flot et qu'on n'y laisse pas notre chemise. Il ne s'agit pas de verser des subventions aux agriculteurs pour qu'ils puissent aller s'acheter une voiture de luxe. Cela fait partie des problèmes que nous rencontrons actuellement avec les programmes. Certaines personnes... Si vous avez une grande exploitation, vous recevez beaucoup d'argent. Comme je l'ai dit, peut-être que ces programmes... Je n'arrête pas de le rabâcher, mais je crois qu'il devrait y avoir un plafond; un plafond qu'il serait impossible de contourner de quatre ou cinq manières différentes.

Comme je l'ai déjà dit, si vous élaborez un programme et que vous le présentez à quelques spécialistes honnêtes de la comptabilité agricole, ils vous diront de quelle manière ils pourraient contourner les règles. Il faut que vous obteniez cette information avant de mettre le programme en oeuvre. J'ai parfois l'impression que le gouvernement ne réalise pas que nous sommes plutôt habiles. Comme je l'ai dit, nous avons des idées novatrices. Si vous me parlez de quelque chose, je vais essayer de voir comment je peux en tirer profit. C'est la nature humaine.

Le président: Je dois vous dire, Hugh, que je suis un partisan des plafonds, mais cette idée sera rejetée par la majorité des agriculteurs dont les terres ne correspondent qu'à la moitié de la superficie que vous exploitez. Selon eux, il faut davantage. Je ne fais que le mentionner, puisque je représente l'autre partie.

Monsieur Lemieux, vous avez cinq minutes.

M. Pierre Lemieux (Glengarry—Prescott—Russell, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je ne veux pas parler trop longtemps de l'élaboration des programmes. On nous dit qu'il faut égaliser les chances, mais qu'il faut également que les différentes régions bénéficient d'une certaine souplesse, car il n'existe aucun programme qui puisse répondre aux différents besoins liés aux différents produits. D'après mes observations, les programmes fédéraux sont souvent mis en place pour égaliser les chances — ils s'appliquent à tous les agriculteurs du Canada —, puis les provinces adoptent leurs propres programmes, car elles disposent d'une marge de manoeuvre, et c'est à ce moment-là que les inégalités réapparaissent. Mais au moins, les régions bénéficient d'une certaine latitude.

Ma circonscription est voisine de la province de Québec. Si vous y trouvez, vous pouvez prendre une pierre et la lancer au Québec. Les agriculteurs de ma circonscription en connaissent un bout sur les programmes du Québec, et sur ce qu'ils perçoivent comme des lacunes dans les programmes qui sont en place en Ontario. Ils constatent la différence entre les deux provinces. Mais il faut parler de la question de la marge de manoeuvre des régions, qui fait en sorte que chaque province prend des mesures selon sa conception de ses besoins dans le domaine agricole.

Nous avons parlé de la question des avoirs et des liquidités. Il semble que la valeur des actifs agricoles augmente, mais certains agriculteurs ont très peu de liquidités, malgré l'importance de leurs actifs. Selon vous, comment pourrait-on faire pour équilibrer les choses? Quand nous étions en Colombie-Britannique, par exemple, nous avons visité un verger de pommes de 35 ou 36 acres. La valeur d'un acre s'établit à 100 000 \$. Le propriétaire pourrait donc facilement se départir d'un ou deux acres, et cela lui permettrait de traverser les deux ou trois années suivantes, si c'était des années difficiles. Par contre, il existe une politique qui l'empêche de vendre des terres agricoles simplement pour que des condominiums y soient bâtis. Cet agriculteur a donc l'impression de n'avoir que très peu d'options. Ce sont les 36 acres qu'il doit vendre, ou rien du tout. Bien sûr, il pourrait aller à la banque et emprunter en mettant ses terres en garantie, mais cela augmenterait son endettement.

Selon vous, que pourrions-nous faire pour mieux gérer le déséquilibre entre des actifs importants et des liquidités insuffisantes, en particulier quand les temps sont difficiles. Je vais commencer par Jamie.

M. Jamie Robson: Heureusement que les actifs sont importants.

M. Pierre Lemieux: Oui.

M. Jamie Robson: Les choses sont telles que nous les voyons. Je crois vraiment que l'importance de nos actifs est ce qui nous a permis de nous rendre où nous sommes. Quand le prix des terres a atteint 2000 \$ l'acre, je croyais qu'il n'irait jamais plus haut. Quand il a atteint 6000 \$ l'acre, je me suis dit que c'était complètement dément. Alors, quand le prix s'élève à 10 000 \$ l'acre, les gens se disent qu'ils doivent s'embarquer, qu'il est impossible qu'ils soient perdants.

Les agriculteurs sont probablement eux-mêmes leurs pires ennemis. Je pensais à cela l'autre jour. Au début des années 1970, nous reprochions aux habitants des villes de quitter London pour aller s'établir dans le comté de Middlesex et d'acheter toutes ces fermes parce qu'ils voulaient renouer avec leurs racines et quitter la ville. Mais ce ne sont pas ces gens qui font augmenter le prix des exploitations agricoles; ce sont les fermiers. Ce sont les fermiers qui ont les moyens, qui ont les avoirs nécessaires, qui peuvent aller acheter une autre exploitation agricole pour un million de dollars. Est-ce que c'est acceptable? Non. Est-ce que ça devrait être la raison pour laquelle une banque accepte de prêter de l'argent? Probablement pas. Mais est-ce ainsi qu'elles procèdent? Indiscutablement. Si vous

ne possédez pas d'actifs, les banques ne vous prêteront rien sur le fondement de vos liquidités.

Nous pouvons faire des prévisions de trésorerie chaque année, et probablement qu'on peut tous faire la même chose, avec nos projections et tout ce qui s'ensuit, et je vous parie qu'à la fin de l'année, nos prévisions se seront réalisées. Mais elles ne se seront pas réalisées comme nous l'avions prévu. La récolte de blé aura peut-être été incroyablement, le marché aura peut-être fluctué à une vitesse folle. Faire des prévisions de trésorerie annuelles pour la banque est un exercice que chacun de nous doit faire. Au bout du compte, nous faisons de l'argent, mais quand nous regardons les choses rétrospectivement, à la fin de l'année, il arrive parfois que nous ayons eu raison mais, le plus souvent, ce n'est pas le cas.

C'est difficile. Je ne blâme pas les banques quand elles refusent des prêts parce qu'ils ne semblent pas rentables. Peu importe qu'il s'agisse de prêter à des agriculteurs, à General Motors ou à Chrysler. Les banques n'ont pas à accorder de prêts si elles n'ont aucune raison de le faire. Je crois que les banques n'ont rien à voir avec une grande partie des problèmes qui se posent actuellement. Ce n'est pas ce que j'aurais dit il y a une vingtaine d'années.

Le président: Il vous reste un peu de temps, Pierre, 45 secondes.

M. Pierre Lemieux: Quelqu'un veut-il ajouter quelque chose?

M. Hugh Aerts: J'accorde peu d'attention à la question des liquidités. À la fin de l'année, j'établis un relevé de comptabilité d'exercice, et ces chiffres-là ont du sens à mes yeux. Pour ce qui est des liquidités, comme Jamie l'a dit, il peut y avoir eu de grandes variations, mais un relevé de comptabilité d'exercice... Ça m'indique vraiment où je me situe.

M. Pierre Lemieux: Quand vous établissez ce relevé, à la fin de l'année, est-ce que vous constatez généralement que vous avez été optimiste ou pessimiste?

M. Hugh Aerts: Cela fait quelques années que les choses vont plutôt bien. Quand vous établissez votre relevé de fin d'année et que le résultat est satisfaisant, l'année a été bonne.

M. Pierre Lemieux: Ainsi, les liquidités augmentent, les liquidités diminuent, mais, globalement, la perspective est plus reluisante quand vous considérez...

● (1500)

M. Hugh Aerts: Quand j'ai commencé, j'envisageais trois possibilités: ou bien les choses s'étaient bien passées, bien ça avait mal été, ou bien je me situais quelque part entre les deux.

● (1505)

M. Pierre Lemieux: D'accord.

Steve, vous vouliez faire un dernier commentaire.

M. Steve Twynstra: Vous vouliez qu'on parle des flux de trésorerie. Je pense que notre travail consiste principalement à réduire les risques. Je me considère moi-même comme un gestionnaire du risque. Il y a des risques à l'étape de la production, qui peuvent être atténués à l'aide d'une assurance-récoltes. Je pense que, pour améliorer cet aspect, il faudrait apporter des changements substantiels parce que le système n'a pratiquement pas changé depuis 60 ans.

Le seul moyen de fixer les prix à terme, c'est en signant des contrats. On peut faire beaucoup de choses dans ce domaine, mais un problème subsiste: les contrats à terme, on les signe pour combien de temps? Il y a trois ans, nous aurions dû signer la vente de nos récoltes pour trois ans. Qui sait ce qui se produira maintenant? Dans cette région, au cours des huit dernières années, pour le soja, nous avons connu des récoltes de 30 et de 60 boisseaux. Quelle marge voulons-nous nous donner? Ces 30 boisseaux de plus ont une influence énorme sur les résultats de l'année en cours, de même que sur l'année suivante, si on se donne la peine de prévoir.

C'est pour cette raison que j'aimerais voir apparaître une sorte d'assurance-revenu de marché. Je sais que vous ne vouliez pas que nous parlions des programmes, mais les programmes actuels — ça dépasse le cadre de la gestion du risque — fonctionnent comme des loteries. On n'a qu'à penser aux programmes liés à la traçabilité. Toutes les demandes devaient être reçues avant 9 heures, le 1^{er} mars. À 15 heures, l'argent était dépensé, comme dans une loterie. Le programme de gérance agroenvironnementale Canada-Ontario? À mon avis, c'est une autre loterie. Les demandes sont entrées et je n'ai rien eu l'an dernier parce que j'ai présenté ma demande trois semaines en retard. L'argent a été dépensé en trois semaines. Il y a quelque chose qui ne tourne pas rond quand les fonds affectés à un programme sont dépensés aussi rapidement. Les voisins se battent toujours pour la même parcelle de poussière en procédant de la même manière, mais un seul voisin gagnera 30 000 \$ à cette loterie tandis que l'autre repartira les mains vides. À mon avis, c'est un des problèmes que nous avons avec les programmes. Leur financement n'est pas complet.

Je crois que les programmes qui sont complètement financés sont ceux qui s'intéressent à l'environnement, à la traçabilité ou à d'autres choses du genre. J'irai même plus loin: comme producteur de cultures ségréguées et de graines depuis 15 ans, je ne suis pas convaincu que le gouvernement doive être présent dans le domaine de la traçabilité. Le marché devrait s'en occuper, comme il l'a fait avec le soja. Lorsqu'il s'agit de bétail et de production animale, je me demande si le marché ne serait pas le mieux placé pour mettre en oeuvre les programmes de traçabilité dont il a besoin, parce que les programmes seraient taillés sur mesure plutôt que de répondre aux besoins réglementaires du gouvernement ou de satisfaire aux exigences d'un employé de l'ACIA. Je pense que l'ACIA pourrait faire un bien meilleur travail avec les outils qu'elle a déjà à sa disposition. Si l'ACIA n'était plus liée à la Loi sur les engrais pour inscrire les inoculants, les amendements ou d'autres éléments semblables dans ses listes, elle pourrait se concentrer sur les importations et sur l'établissement de normes qui nous permettraient d'être concurrentiels à l'échelle mondiale.

Le président: Merci.

Nous avons fait un tour complet et il nous reste un peu de temps. Nous essaierons donc de faire un deuxième tour de questions.

Il y a une question que je me permets de vous poser à titre de président.

Steve, lorsque vous avez dit, dans votre déclaration d'ouverture, que les compétences étaient trop éparpillées entre les dix provinces et le fédéral, vous avez mis le doigt sur quelque chose. À ma connaissance, un des obstacles que doivent surmonter les agriculteurs ontariens, c'est la gestion du risque qui leur est proposée. La seule façon d'y arriver du point de vue fédéral, c'est d'avoir l'appui de sept provinces. Il vous faut le reconnaître.

Greg, vous en avez également parlé. En gros, vous suggérez qu'on se débarrasse du ministère fédéral de l'agriculture et qu'on laisse la

responsabilité aux provinces. C'est ce que vous avez dit. J'aimerais que vous me disiez, tous les deux, comment nous pourrions le faire. Il s'agit d'ententes historiques entre le fédéral et les provinces. Le fait que ces ententes existent ne signifie pas qu'elles sont coulées dans le béton, mais je pense que les provinces tiennent mordicus à conserver leur contrôle, comme le gouvernement fédéral, d'ailleurs. Je me demande seulement comment on pourrait réaliser ce que vous avez suggéré.

Greg.

M. Greg Devries: Je ne souhaite pas que nous nous débarrassions du ministère fédéral de l'Agriculture, je souhaite qu'il se concentre sur quelque chose de différent et qu'il laisse les ministères provinciaux faire de même. Il y a tellement de dossiers différents à régler! Les frustrations causées par les ententes fédérales-provinciales, les dix provinces... Combien de fois les visages ont-ils changé autour de la table des réunions des ministres de l'Agriculture? Lorsqu'il y a des élections dans une province, les priorités changent. Puis, lorsqu'on essaie de faire avancer des idées, on nous dit qu'il faut 50 p. 100 du PIB agricole et 50 p. 100 de la population équivalent à sept provinces pour qu'on puisse apporter des changements le moins substantiels. C'est difficile, parce que les priorités changent beaucoup selon le...

Je crois que nous gaspillons le temps de tout le monde quand nous restons assis pour dire, par exemple, que les dossiers relatifs à la gestion du risque des entreprises n'avancent pas. La gestion du risque était un sujet de discussion bien avant que je m'engage en politique agricole, et il semble que nous allons encore en parler bien après que nous soyons partis.

Le président: Je comprends le problème, Greg, et je comprends les enjeux. Mais comment y arrivons-nous?

Nous sommes conscients que, pour faire ce que vous dites, il faut l'accord de sept provinces. C'est comme ça. Que ce soit bon ou mauvais, c'est comme ça.

• (1510)

M. Greg Devries: Je ne sais pas trop comment le budget est réparti. Je ne fais que pelleter des nuages. Mais si le gouvernement fédéral se retirait des programmes de soutien direct et annonçait aux provinces qu'il ne s'occuperait plus de ces programmes pour lesquels elles payaient afin que le fédéral en soit responsable, si le fédéral disait par exemple à l'Ontario qu'elle était soulagée de cette dépense et qu'elle bénéficiait maintenant de la souplesse nécessaire pour s'occuper des industries animales, oléagineuses et horticoles comme elle l'entendait, à mon avis, ça serait la solution la plus sensée.

À titre d'exemple, j'étais membre des Producteurs de grains du Canada au moment de la mise sur pied de l'organisme. C'est un excellent groupe de personnes et j'ai le plus grand respect pour eux. Mais lorsqu'on parle de concurrence avec les États-Unis, le point de vue et les produits d'un agriculteur céréalière en Saskatchewan diffèrent énormément de ceux de l'agriculteur ontarien. La notion de gestion du risque est totalement différente.

Comment pouvons-nous croire qu'un agriculteur de l'Alberta ou de la Saskatchewan puisse s'entendre avec les producteurs de céréales et d'oléagineux de l'Ontario sur les types de programmes nécessaires? Ça ne se produira pas, n'est-ce pas? Pourtant, nous sommes pris dans le cadre établi par les programmes fédéraux de gestion du risque.

Le président: Merci.

Steve, allez-y brièvement.

M. Steve Twynstra: Je crois que des organismes tels que l'ARLA devraient être entièrement responsables de l'inscription des pesticides, et les provinces ne devraient plus en être responsables. En même temps, la responsabilité des programmes de gestion du risque devrait entièrement être confiée aux provinces. Je ne dis pas que le gouvernement fédéral ne pourrait pas fournir une partie historique du financement, mais la manière de dépenser cet argent devrait être choisie par chacun des gouvernements provinciaux, et le fédéral pourrait se concentrer sur les tests sur les importations et autres activités à l'échelle nationale.

Le président: Nous aurons un tour de questions d'une durée de trois minutes. Ça devrait suffire pour une question et une réponse.

Monsieur Eyking.

L'hon. Mark Eyking: Merci, monsieur le président.

J'aimerais poursuivre la discussion avec Steve et Greg. Je sais que mon idée s'éloigne du statu quo, mais comme d'une manière ou d'une autre, nous devons aider les agriculteurs partout au pays, que diriez-vous si le gouvernement fédéral utilisait une approche similaire à celle qui est utilisée pour les transferts en santé?

Actuellement, le gouvernement fédéral donne énormément d'argent directement à l'Ontario et à la Nouvelle-Écosse pour la gestion des soins de santé de ces deux provinces. Pour le gouvernement fédéral actuel, il s'agit de donner à peu près les mêmes services de santé à Toronto ou à Halifax qu'ailleurs au pays.

Je lance des chiffres, et je sais qu'ils ne sont pas exacts, mais si on se base sur cet exemple, disons que le gouvernement provincial consacre un milliard de dollars à des programmes, vous voudriez que ce milliard soit transféré aux provinces, mais à quelles conditions?

Il y a des règlements sur le commerce. Il faudrait conclure des ententes, dans lesquelles il faudrait dire que chaque province a droit à un montant donné.

C'est plus facile avec les transferts en santé parce qu'on établit les calculs selon la population — il y a beaucoup plus de personnes en Ontario qu'en Nouvelle-Écosse ou ailleurs. Mais si on utilisait cette voie, on aurait des problèmes avec l'Île-du-Prince-Édouard, par exemple, qui est une grande région agricole, mais on n'y trouve que 150 000 personnes.

Ce que je veux dire, c'est qu'il faut une formule basée sur les activités agricoles dans une région donnée. Pensez-vous, messieurs, que ce scénario serait préférable?

M. Steve Twynstra: On pourrait se limiter à la valeur brute en dollars de toute l'industrie qui n'est pas régie par la gestion de l'offre.

M. Greg Devries: Ce système était en place il y a quelques années. J'oublie la terminologie utilisée, mais le fédéral donnait de l'argent aux provinces selon le PIB, et je crois que l'Ontario en retirait 23 p. 100. Si le gouvernement fédéral distribuait un milliard de dollars, le gouvernement ontarien allait chercher 230 millions, affectait une partie de cette somme au programme d'assurance-revenu de marché, puis finançait d'autres programmes pour régler d'autres problèmes. En gros, ça revenait au même.

La deuxième partie, c'est la gestion des programmes par le gouvernement fédéral. Soyons francs: vous coûtez cher. Nous pouvons faire la même chose pour beaucoup moins cher à l'échelle provinciale. Nous pouvons le faire efficacement tout en allégeant la bureaucratie.

M. Steve Twynstra: Attendre jusqu'à 2010 pour obtenir de l'argent d'Agri-stabilité pour l'année 2008, c'est inacceptable.

L'hon. Mark Eyking: C'était ma seule question. Il ne me reste qu'une minute, si quelqu'un a quelque chose à ajouter.

Le président: D'autres commentaires?

Bien.

Madame Bonsant, vous avez trois minutes.

[Français]

Mme France Bonsant: Merci beaucoup.

Une fois de plus, je reviens sur votre suggestion. Vous savez que chaque province a un ministre de l'Agriculture qui s'occupe des changements et de tout cela. Ce que je trouve le plus étrange, c'est que vous voulez que le fédéral envoie de l'argent aux provinces. Je suis totalement d'accord avec vous sur ce point, car vous dites que les programmes fédéraux ne fonctionnent pas. Qui dit qu'à un certain moment, le gouvernement, qui change d'idée comme il change de chaussettes, ne transférera plus d'argent aux provinces et qu'on ne reviendra pas à la case départ?

• (1515)

[Traduction]

Le président: Quelqu'un veut...

Marie-Anne.

Mme Marie-Anne Hendriks: Je ne sais pas si, là où nous avons commencé à l'époque, la situation était aussi mauvaise. C'était différent.

Il est vrai que les provinces sont probablement plus efficaces parce qu'elles gèrent un territoire moins vaste. Cependant, en Ontario, nous avons de très graves problèmes avec notre voisin du Sud et l'arrivée de produits subventionnés qui déplacent les nôtres à des prix que nous ne pouvons pas évaluer.

Je ne sais pas comment nous pourrions mettre quelque chose sur pied pour arrêter ce que les agriculteurs de l'Ontario considèrent comme du débauchage. Si on pouvait trouver un moyen pour le gouvernement fédéral de jouer un rôle d'arbitre en cette matière, nous aurions un bon plan. Mais la souplesse des provinces est essentielle. Notre pays est trop diversifié.

[Français]

Mme France Bonsant: C'est vrai que le Canada est grand. Si vous regardez l'ensemble, vous voyez un continent. Ce n'est pas une petite province.

Croyez-vous que le rôle du gouvernement fédéral est de s'assurer que ce qui entre au Canada en provenance de l'extérieur n'est pas juste du dumping, n'est pas seulement du surplus? Ce qui est exigé des produits d'ici devrait aussi être exigé des produits provenant de l'extérieur, que ce soit du Brésil ou des États-Unis. Chaque année, dans mon comté, on rappelle toujours des petites carottes de la Californie, à cause de la salmonelle qu'on y trouve.

Croyez-vous que le rôle du fédéral serait de vérifier la salubrité des aliments qui entrent au pays?

[Traduction]

Mme Marie-Anne Hendriks: Exactement.

[Français]

Mme France Bonsant: Merci beaucoup.

[Traduction]

Le président: Rapidement, Steve.

M. Steve Twynstra: Je ne crois pas que ce soit tant le rôle du gouvernement fédéral que celui de l'importateur. Je crois que les importateurs devraient payer en entier la facture associée à la protection et à la garantie des produits qu'ils importent. S'ils devaient assumer pleinement la responsabilité de ces produits, ils ne trouveraient pas qu'ils sont si bon marché.

Le président: Monsieur Allen, trois minutes.

M. Malcolm Allen: J'ai été intéressé par ce que Jamie a dit plus tôt, concernant les agriculteurs qui font grimper le prix des terres. Je vis actuellement dans la région de Niagara. Si vous voulez parler de terres qui coûtent cher, venez voir chez nous ce que coûte un acre.

Mais lorsqu'on se penche sur les politiques d'aménagement du territoire — surtout lorsqu'on essaie de faire entrer dans le secteur des gens comme Joe, qui parlait des dépenses liées à l'obtention d'une terre pour commencer la production... Pouvez-vous nous parler des politiques d'aménagement du territoire, particulièrement à proximité des zones urbaines, puisque vous êtes près de London? Que devons-nous faire, ou qu'aimeriez-vous qu'il se passe en ce qui a trait à...? Il existe des lois et des règlements municipaux, provinciaux, et parfois même fédéraux qui établissent les politiques d'aménagement du territoire. Qu'est-ce qui vous aiderait réellement à obtenir ce dont vous avez besoin, à savoir des terres à prix raisonnable qui permettraient aux jeunes agriculteurs de débiter dans le milieu?

M. Jamie Robson: Là où nous sommes situés — à Middlesex Centre —, le cheval est probablement le produit agricole qui connaît la plus forte croissance, parce que je crois qu'il y a plus d'élevages de chevaux autour de nous qu'il y a d'agriculteurs. Je n'arrive pas à me souvenir de la dernière fois où j'ai mangé du cheval. Je ne suis même pas certain d'en avoir déjà mangé. Mais il est probable que oui, puisque je mange dans de nombreux restaurants à service rapide.

Des voix: Oh, oh!

M. Malcolm Allen: Je suis certain que vous en avez déjà mangé; on ne sait jamais. Parlons de ces produits qui viennent de l'extérieur.

M. Jamie Robson: C'est juste qu'il me semble que nous sommes un peu en retard. Dans notre région, c'est comme si nous étions bombardés d'agriculteurs du dimanche. Au début des années 1970, c'était correct, parce qu'ils achetaient 50 acres et qu'ils nous en louaient 48. Il s'agissait donc d'un bon arrangement. Maintenant, il semble qu'ils achètent 50 acres, qu'ils y construisent une maison de 1,4 million de dollars et un élevage de chevaux de 2 millions, et lorsqu'on circule sur la route avec notre équipement, ils nous font signe de la main de ralentir, ou ils traversent notre champ avec leurs chevaux lorsqu'on plante comme si c'était leur droit.

Je ne sais pas si c'est un problème de politique ou si c'est ainsi que la société est aujourd'hui, mais dans notre région, c'est fort probablement le plus grand ennemi de l'agriculture. Là où nous sommes situés, dans le secteur d'Ilderton, ce n'est pas la ville de London qui s'empare des terres pour construire des résidences. Ils semblent en avoir assez — je pense pour les 10 prochaines années en tout cas — de la manière dont ils fonctionnent. J'ai l'impression que nous sommes pratiquement en train de devenir un espace vert. Je ne sais pas à qui en revient la faute, si c'est le fédéral, le provincial ou le municipal. On peut blâmer qui on veut, mais ça ne marche pas très bien. Je pense que la région de Niagara a connu ces problèmes. Il me

semble que ce soit le cas près des centres urbains, mais je ne sais pas ce que l'on fait avec ça.

• (1520)

Le président: Brian.

M. Brian Lewis: Je veux simplement ajouter quelque chose.

C'est vrai. C'est presque comme un droit d'exploitation agricole, alors que les gens achètent 50 acres et font monter les prix parce qu'ils sont dans un autre secteur. Qu'ils viennent de London ou d'un centre urbain, ou qu'ils aient les fonds, ça n'a aucune importance. Ils s'installent chez nous, puis ils nous disent comment on devrait fonctionner et à quel point on les dérange. Ils achètent des propriétés agricoles. Ils acquièrent une propriété située sous le vent d'une ferme d'élevage, puis ils s'en plaignent. Qui produit les aliments? Qui était là en premier? Où sont nos droits?

C'est vrai, on reçoit des plaintes en raison de la poussière. On reçoit des plaintes parce que l'on vaporise et qu'il y a des odeurs. On reçoit des plaintes parce qu'on circule à des heures inhabituelles. Nous ne travaillons pas de neuf à cinq. Nous commençons à en voir de plus en plus. C'est peut-être moins apparent en milieu rural, mais lorsqu'on se rapproche des centres urbains, ils empiètent sur nous. Je pense qu'il existe un droit d'exploitation agricole, jusqu'à un certain point, et nous devons être protégés ou nous éloigner de ces problèmes afin de pouvoir nous concentrer sur nos affaires.

Le président: Il existe une loi sur le droit d'exploitation agricole, mais ça n'élimine pas les plaintes.

M. Brian Lewis: Oui, mais on ne devrait pas toujours avoir à s'excuser de ce qu'on fait lorsque quelqu'un empiète sur nous. Une seule plainte suffit à nous laisser un arrière-goût amer.

Le président: Le temps est écoulé, mais Marie-Anne, vous pouvez faire un bref commentaire.

Mme Marie-Anne Hendriks: Oui, ou payer pour pouvoir nous défendre... Je suis très chanceuse. Je vis dans une municipalité où il faut avoir 51 acres pour diviser une ferme, alors il y a peu de divisions, mais c'est sans contredit un problème. Communiquer l'importance des terres agricoles — ce qui était l'un de mes points — aiderait beaucoup. C'est quelque chose que le gouvernement pourrait faire simplement pour sensibiliser les gens de la ville.

Le président: Je suis aussi d'accord avec vous là-dessus, mais cette responsabilité tend à relever du municipal et, dans une certaine mesure, du gouvernement provincial.

Monsieur Richards, vous avez trois minutes.

M. Blake Richards (Wild Rose, PCC): Merci.

Je vous remercie tous d'être ici pour partager votre expérience et votre expertise, ainsi que votre passion pour l'agriculture.

Je perçois beaucoup d'optimisme autour de la table aujourd'hui. Nul doute qu'il y a du travail à faire pour aider tout particulièrement les jeunes agriculteurs à débiter dans le milieu, et il y a du travail à faire pour améliorer l'avenir, mais je perçois un réel optimisme autour de la table, et c'est agréable.

Tout d'abord, Greg, je crois que vous avez mentionné que vous cultivez du blé.

Y a-t-il quelqu'autre ici qui cultive du blé ou de l'orge?

Je suis curieux et ça m'intéresse. Je suis de l'Alberta, et notre voyage d'un bout à l'autre du pays nous a beaucoup appris non seulement sur l'avenir de l'agriculture, mais aussi sur certains des aspects qui varient selon les régions. La Commission canadienne du blé détient assurément un monopole dans l'Ouest du Canada. Je sais que ce n'est pas le cas ici, mais je me demande à quel endroit vous vendez votre blé, à qui vous le vendez, et le processus que vous suivez pour décider de cela.

Le président: Vous avez deux minutes.

Voulez-vous faire un bref commentaire, Greg?

M. Greg Devries: Oui. Nous vendons le blé de la même manière que nous vendons le maïs ou le soja. Le marché du blé est compétitif, et c'est probablement l'une des cultures qui nous a permis de faire le plus d'argent au cours des deux ou trois dernières années. Si les gens veulent passer par la Commission ontarienne de commercialisation du blé, par le fonds commun, ils le peuvent. Ils ont cette possibilité. S'ils veulent vendre eux-mêmes leur blé, et assumer et gérer les risques liés notamment à l'entreposage, ils ont aussi cette possibilité.

M. Hugh Aerts: Je ne sais pas si vous le savez, mais le mouvement qui a permis à l'Ontario de sortir du syndicat du blé originait de Middleton. Lorsque les agriculteurs de l'Ontario ont décidé qu'ils voulaient vendre eux-mêmes leur blé, la première motion est venue de cette région. Je crois qu'ils ont fait rire d'eux pendant les deux premières années, mais nous avons gagné.

M. Joe Dickenson: L'agriculture ne serait pas telle qu'elle est aujourd'hui, au tournant du siècle, si nous n'étions pas sortis de la Commission canadienne du blé, et nous cultivons maintenant différentes catégories. Nous avons fait preuve d'innovation dans ce sens.

M. Blake Richards: C'est réellement encourageant, et je sais que mes agriculteurs de l'Alberta seraient encouragés d'entendre qu'il y a de l'espoir pour eux, qu'ils pourront avoir ce choix dans l'avenir.

• (1525)

Le président: Je crois que Joe voulait faire un commentaire, si vous êtes d'accord.

M. Joe Dickenson: Je produis du blé biologique, alors je dois essentiellement (a) espérer pouvoir trouver un acheteur, (b) espérer que l'acheteur soit toujours suffisamment solvable pour me payer après la vente, et (c) espérer qu'il honore le contrat à la fin de l'année. En réalité, ce sont les mêmes risques que pour mes deux autres produits. Je considère le blé de la même façon que le soja ou le maïs.

M. Blake Richards: Je comprends.

Est-ce qu'il me reste du temps?

Le président: Votre temps est écoulé. Je suis désolé, Blake.

Monsieur Valeriote, pour trois minutes.

M. Francis Valeriote: La semaine dernière, nous avons beaucoup entendu parler du fait que le libre-échange n'est pas synonyme de commerce équitable. Je pense parfois qu'en tant que Canadiens, nous nous sommes restreints à penser que nous devons toujours négocier en position de faiblesse. Je n'en suis pas convaincu.

Nous avons entendu parler du dumping fait par les États-Unis. À la fin de la saison, ils écoulent tout à bas prix, mais la raison pour laquelle ils s'en tirent avec ça, c'est qu'ils établissent la moyenne des coûts à la fin de la saison, ce qui donne un prix plus bas par rapport aux prix moyens au début de la saison.

Je me demande seulement si l'un ou l'autre d'entre vous a un commentaire à faire sur le fait qu'il nous faudrait, en tant que

Canadiens, étudier ces ententes et prendre conscience que le fait qu'ils aient été écrits quatre, cinq ou dix ans plus tôt ne les rend pas immuables. Nous devrions peut-être nous pencher sur ces ententes et arranger les choses afin qu'elles nous favorisent un peu plus en tant qu'agriculteurs.

Quelqu'un a-t-il un commentaire à faire à ce sujet? Est-ce que je me trompe?

M. Steve Twynstra: Je pense seulement que ce serait bien si notre gouvernement fédéral se montrait moins frileux lors des négociations commerciales en agriculture, parce que nous craignons toujours que ce que nous exportons soit considéré ailleurs comme du dumping, alors que nous sommes plus qu'heureux d'acheter des produits à moindre coût dans notre pays au détriment de nos producteurs. Ça me pose réellement un problème.

M. Greg Devries: Je pense que les ententes commerciales sont bien dans le sens où elles nous donnent accès aux marchés. Notre secteur est axé sur l'exportation. Je crois qu'il faudra toujours composer avec la question du dumping. Il y a plusieurs années, l'association des producteurs de maïs a réclamé des mesures antidumping. C'est un processus très pénible, très dispendieux, et c'est géré par les producteurs. Ils n'ont pas réussi. En ce moment, il y a un cas d'antidumping lié aux poivrons des Pays-Bas, et c'est encore notre organisation de producteurs qui a entrepris ces démarches. C'est très dispendieux, très coûteux, et les résultats sont loin d'être garantis. Peut-être devrait-on examiner ce processus pour voir comment on pourrait rendre les recours plus faciles et moins coûteux pour ceux qui sont touchés.

M. Brian Lewis: Très brièvement, en ce qui concerne la gestion de l'offre, il est intéressant qu'en ce moment, juste en raison de nos ententes commerciales, nous soyons obligés d'acheter 20 p. 100 de nos poussins d'un jour aux États-Unis. Si on met les choses en perspective, ça signifie que 20 p. 100 du marché des couvoirs de l'Ontario — ou de toute autre province au Canada — a soudainement disparu. Ainsi, les gens ne travaillent plus cinq jours par semaine, mais quatre, ou ils voient leur salaire horaire passer de 20 \$ à 15 \$ ou 10 \$, en raison des ententes commerciales.

Du côté du poulet, nous permettons déjà que les importations atteignent 8,5 p. 100, et lorsqu'on se retrouve devant l'OMC, tout le monde dit que nous devons accroître nos importations. Personne n'atteint ce chiffre. C'est ce qui est honteux dans tout ça. Si les États-Unis et l'Union européenne permettaient que le libre-échange atteigne 8,5 p. 100, les problèmes de tout le monde seraient résolus; on peut penser que le libre-échange est la voie de la prospérité, mais toutes ces barrières artificielles apparaissent brusquement.

Vous pouvez tirer vos propres conclusions, mais je pense qu'on doit évaluer ce que l'on perd et ce que l'on gagne. On peut se comporter en boy scout, mais le fait est que si on adopte une autre loi ou qu'on reconnaît soudainement qu'il y a une initiative locale — Croissance Ontario ou Croissance Canada — mais qu'on s'en tient réellement à cela, nos accords commerciaux ne voudront plus rien dire. Je pense qu'on doit faire très attention à ce qu'on fait dans ce domaine.

Le président: Merci, Brian.

Nous n'avons plus de temps.

Il y a un dernier point sur lequel j'aimerais entendre un bref commentaire. Mme Bonsant l'a soulevé, et, Marie-Anne, vous avez fait un commentaire là-dessus. Ça concernait les provinces qui disposent d'une certaine souplesse.

Je suis dans le secteur bovin et j'ai été agriculteur pendant toute ma vie. J'ai toujours envié la manière dont l'Alberta supporte ses producteurs de bovins et la manière dont le Québec appuie son agriculture en général. Je ne critique pas ces deux provinces pour autant. Je crois qu'ils appuient leurs agriculteurs. Mais au bout du compte, il revient au gouvernement national de s'occuper de l'ensemble de ses agriculteurs et de sa population de la même manière.

Êtes-vous d'accord sur le fait que seule une province peut compenser ce que fait une autre province? Je pense que vous savez vers quoi je me dirige avec cela.

Mme Marie-Anne Hendriks: Je me demande quel chapeau je porte en ce moment en étant assise ici.

Il est vrai qu'avec notre structure actuelle, c'est la seule manière. Je crois réellement que le gouvernement fédéral doit appuyer tous les agriculteurs de manière sensée.

Ça n'a aucun sens d'effectuer des paiements par acre, pas plus que d'avoir divers programmes alors que le pays est aussi diversifié. Honnêtement, je ne saurais pas comment gérer la question des différentes provinces. Savoir que les provinces appuient leurs producteurs, c'est une chose. Mais savoir qu'elles les appuient au point où ils étendent leurs activités dans les provinces qui les

entourent, c'en est une autre. Je ne sais pas comment vous pouvez régler cela — et je ne pense pas que la constitution vous le permette —, mais je crois que le gouvernement fédéral doit mettre l'accent sur ce qu'il est sensé de faire pour les producteurs de l'ensemble du pays.

Le président: Je suis d'accord avec cela. Que ce soit évalué ou non en fonction du nombre d'acres, il faut payer la même chose à l'agriculteur qui a 100 acres en Saskatchewan qu'à celui qui en a 100 en Ontario. Si le calcul se fait en fonction du nombre de bêtes, c'est la même chose, et c'est finalement comme ça... Moi qui vis en Ontario — où se trouve la moitié de la population du Canada —, j'ai toujours été très déçu que notre gouvernement n'ait jamais réellement appuyé l'agriculture comme il aurait pu le faire. Si la capacité de payer dépend de la population, l'Ontario a certainement cette capacité, mais ça ne paraît pas.

Sur ce, j'aimerais remercier à nouveau chacun d'entre vous d'avoir pris le temps d'être ici malgré vos journées chargées. C'est fantastique de vous avoir parmi nous. Nous aurions probablement pu passer encore deux heures ici très facilement. Je vous souhaite la meilleure des chances dans le cadre de vos activités, et merci encore d'avoir participé à notre étude. Merci beaucoup.

La séance est levée.

POSTE  MAIL

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

Poste-lettre

Lettermail

**1782711
Ottawa**

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5*

*If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5*

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Additional copies may be obtained from: Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>